

LANCEMENT DE "LA CHAIRE
EMIR ABDELKADER" À
L'UNIVERSITÉ D'OXFORD

**Aboutissement
d'un projet cher
au président
de la République**

P 16

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS AUX FRONTIÈRES

L'État renforce son dispositif

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de régulation du commerce extérieur et de protection du marché national, les pouvoirs publics accélèrent la mise en place de mécanismes renforcés de contrôle des produits importés au niveau des différents points d'entrée du territoire. Cette démarche, qui s'inscrit dans l'application directe des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à garantir la conformité des marchandises importées, à préserver la santé publique et à protéger l'économie nationale. P 3



PRÉVENTION, RECHERCHE
ET TRAITEMENT

**L'Algérie accélère la
lutte contre le cancer**

L'Algérie renforce sa stratégie nationale de lutte contre le cancer en plaçant la recherche scientifique, l'innovation médicale et le développement de l'industrie pharmaceutique au cœur de ses priorités.

P 2

CÉRÉMONIE DE REMISE DES
PRIX DU CONCOURS
NATIONAL « OLEOMED » 2E
ÉDITION

**L'excellence de
l'huile d'olive
algérienne à
l'honneur**

La cérémonie de remise des prix et des certificats de la deuxième édition du concours OLEOMED s'est déroulée, hier au Club de Fayat à Alger, mettant à l'honneur la qualité, l'innovation et l'excellence de la filière oléicole algérienne. Cette rencontre a été marquée par l'installation officielle du « Club Excellence OLEOMED » et la présentation de ses 22 meilleurs lauréats. La manifestation s'est achevée par la remise des médailles et des certificats aux producteurs distingués, ainsi que par un hommage rendu aux membres du jury et aux partenaires ayant contribué à la réussite de l'événement.

P 5

BUDGET 2027

**Cap sur la
performance, la
discipline budgétaire
et l'efficacité**

Les préparatifs du projet de loi de finances (PLF) 2027 sont officiellement lancés. Dans une instruction adressée aux ordonnateurs du budget de l'État, le ministère des Finances a fixé les grandes orientations qui devront guider l'élaboration du budget pour l'exercice 2027 ainsi que pour la période pluriannuelle 2028-2029.

P 3

TIPAZA ACCUEILLE LE SALON
DU MOBILIER ET DE LA DÉCORATION
**100 entreprises nationales
exposent leur savoir-faire** P 2

ROUTE TRANSSAHARIENNE
**Des entreprises algériennes
lanceront bientôt deux
tronçons au Tchad** P 3

ONS
**Le taux d'inflation
s'établit à 1,2 %
en avril** P 5

2^E ÉDITION DU SALON NATIONAL DU BÂTIMENT ET DE L'IMMOBILIER
Près de 50 participants attendus à Béjaïa

Une cinquantaine d'exposants prennent part à la 2^e édition du Salon national du bâtiment et de l'immobilier "Bâti-Pro", ouvert samedi dans la wilaya de Béjaïa. Des promoteurs immobiliers, des fabricants de matériaux de construction et de produits finis venus des wilayas d'Alger, de Sétif, de Jijel, de Bouira, de Tizi Ouzou, de Tipaza, de Batna et de Béjaïa, ainsi que des organismes financiers et d'assurances, se réunissent durant la semaine à l'occasion de ce salon qui se tient sur le parking de l'Office du parc omnisport de la wilaya (OPOW). Cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 17 juin courant, vise à "établir des contacts entre les différents acteurs intervenant dans les secteurs de l'habitat et du bâtiment", a indiqué Lakhdari Chanez, représentante de l'agence organisatrice du salon en partenariat avec la Confédération algérienne du patronat (CAP). Elle a souligné que ce rendez-vous économique majeur est également un espace privilégié pour renforcer les liens de collaboration entre les professionnels, découvrir les dernières innovations du secteur et promouvoir le produit local. Le programme prévoit, en outre, l'organisation de rencontres réunissant des institutions, des experts et des professionnels autour de plusieurs thématiques, notamment les nouvelles réglementations encadrant le secteur, la lutte contre le blanchiment d'argent, la bancarisation des opérations et les nouvelles exigences financières, a-t-on souligné. Les débats porteront également sur le rôle des agences immobilières dans la structuration du marché, les perspectives d'investissement et de développement, ainsi que sur la qualité de la construction et l'évolution des métiers du bâtiment, a-t-on ajouté.

APS

PRÉVENTION, RECHERCHE ET TRAITEMENT

L'Algérie accélère la lutte contre le cancer

L'Algérie renforce sa stratégie nationale de lutte contre le cancer en plaçant la recherche scientifique, l'innovation médicale et le développement de l'industrie pharmaceutique au cœur de ses priorités.

Par Z.R.

Cette dynamique a été réaffirmée hier au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal à Alger, à l'occasion de la Rencontre internationale sur la recherche dans le domaine du cancer, organisée sous le thème : « La recherche sur le cancer en Algérie : vision, priorités et partenariats ». Placée sous le haut patronage du président de la République, cette rencontre a réuni le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouasim Kouidri, ainsi que des experts nationaux et internationaux, des chercheurs et des représentants d'institutions spécialisées. Le cancer représente aujourd'hui un défi sanitaire majeur en Algérie. Plus de 56.000 nouveaux cas ont été enregistrés en 2023, selon les données du réseau national des registres du cancer, confirmant une tendance à la hausse sur la dernière décennie. Face à cette situation, les autorités sanitaires soulignent la nécessité de dépasser la seule prise en charge médicale pour adopter une approche globale intégrant prévention, recherche scientifique et innovation thérapeutique. Le ministre de la Santé a rappelé que la stratégie nationale de prévention

et de lutte contre le cancer 2025-2035 accorde une place centrale à la recherche scientifique. L'objectif est de renforcer la production de connaissances locales et de les transformer en solutions concrètes adaptées aux réalités épidémiologiques du pays. Les progrès de la médecine de précision, de la génétique, de l'intelligence artificielle et de l'analyse des données de santé ouvrent de nouvelles perspectives pour un diagnostic plus précoce et des traitements plus ciblés. Dans ce cadre, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a mis en avant les efforts importants réalisés par l'Algérie pour développer une industrie pharmaceutique nationale plus performante et plus autonome. En effet, les capacités de production locales couvrent désormais plus de 82 % des besoins nationaux, grâce à l'augmentation du nombre d'unités de fabrication et à la diversification des produits disponibles. Des avancées notables ont également été enregistrées dans la production de médicaments anticancéreux, notamment les traitements de chimiothérapie et les biosimilaires, réduisant progressivement la dépendance aux importations. Par ailleurs, des projets stratégiques sont en cours pour produire localement les matières premières et les intrants pharmaceutiques, notamment ceux

destinés à l'oncologie, afin de renforcer la souveraineté sanitaire du pays. Les autorités misent sur une approche intégrée associant recherche scientifique, universités, centres de recherche et industrie pharmaceutique. Cette coordination vise à développer des médicaments innovants, renforcer les thérapies ciblées et encourager la recherche appliquée en oncologie. Dans cette optique, le ministre Kouidri œuvre à la création d'un environnement favorable aux essais cliniques, à travers la simplification des procédures administratives, la numérisation des démarches et la mise en place prochaine d'une commission nationale dédiée. Un mécanisme de guichet unique est également prévu pour accélérer le traitement des dossiers. L'Algérie poursuit parallèlement le renforcement de ses infrastructures spécialisées. Le pays dispose actuellement de 15 centres de lutte contre le cancer, 24 centres de radiothérapie et 61 accélérateurs linéaires. Cinquante-deux traitements innovants ont été intégrés à l'arsenal thérapeutique national. Sur le plan de la recherche clinique, plus de 320 études ont été réalisées au cours des quinze dernières années, dont une part importante en oncologie. Actuellement, 57 essais cliniques sont en cours dans le domaine du cancer.

MINISTÈRE

Concours national pour la promotion intelligente du tourisme algérien

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a invité, jeudi dans un communiqué, les innovateurs spécialisés dans l'intelligence artificielle (IA) à participer à la première édition du concours national de l'innovation dans le domaine de la promotion intelligente du tourisme algérien. Baptisé "IA Tour Algérie 2026", ce concours, dont les inscriptions

resteront ouvertes jusqu'au 19 août prochain, offre aux talents algériens l'opportunité de "proposer des solutions numériques innovantes visant à renforcer l'attractivité de la destination Algérie et à développer les outils de promotion touristique grâce à l'intelligence artificielle", indique le communiqué. Les personnes intéressées peuvent déposer leurs dossiers via

le lien <https://www.mta.gov.dz/ia-tour-algerie-2026> et adresser leurs demandes de renseignements à l'adresse électronique smart_tourisme@mta.gov.dz, précise la même source. Le concours est ouvert à tout Algérien disposant d'une solution numérique dédiée à la promotion du tourisme en Algérie, reposant sur les technologies de l'intelligence

artificielle ou de la réalité virtuelle, qu'il soit étudiant, chercheur, fondateur de start-up ou porteur d'un projet innovant, et ce, quel que soit son lieu de résidence. Les résultats du concours seront annoncés le 27 septembre prochain, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, conclut le communiqué.

TIPAZA ACCUEILLE LE SALON DU MOBILIER ET DE LA DÉCORATION

100 entreprises nationales exposent leur savoir-faire

Le Salon du mobilier domestique et de bureau, de la décoration et des accessoires a ouvert ses portes samedi à Tipaza sous le slogan « Qualité locale et marchés internationaux », avec la participation de 100 entreprises nationales, dont 20 orientées vers l'exportation. Cette manifestation économique, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations en coordination avec la wilaya de Tipaza, vise à mettre en lumière les capacités de production nationales et à promouvoir les produits algériens sur les marchés internationaux. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Abdesslem Djahnit, chargé de la gestion du Secrétariat général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, représentant le ministre Kamel Rezig, en présence du secrétaire gé-

nérale de la wilaya de Tipaza, ainsi que des cadres du ministère et des autorités locales. À cette occasion, la délégation officielle a effectué une tournée à travers les différents stands du salon, découvrant une large gamme de produits allant du mobilier domestique et professionnel aux articles de décoration et aux accessoires. Les exposants ont présenté des réalisations reflétant les progrès accomplis par les entreprises algériennes en matière de qualité, de design, d'innovation et de maîtrise des procédés de fabrication. Les organisateurs ont souligné que cette manifestation constitue une vitrine du savoir-faire national et témoigne du développement constant de l'industrie algérienne du mobilier et de la décoration. Le salon met également en évidence les résultats des politiques publiques visant à promouvoir

l'investissement productif et à renforcer la place du produit local sur le marché national. Dans une déclaration prononcée à cette occasion, Abdesslem Djahnit a indiqué que le secteur du mobilier et de la décoration connaît une dynamique croissante en Algérie grâce aux efforts des opérateurs économiques qui ont su développer des produits répondant aux exigences des consommateurs et aux standards internationaux de qualité. Selon lui, la diversité des produits exposés et le niveau de professionnalisme atteints par les entreprises nationales démontrent le succès de la stratégie de substitution aux importations engagée dans plusieurs filières industrielles. Cette évolution contribue non seulement à réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs,

mais aussi à créer de la valeur ajoutée et des emplois au niveau local. Le responsable a également mis en avant les importantes capacités dont disposent les entreprises algériennes pour répondre aux besoins du marché national tout en développant leur présence à l'international. La participation de vingt entreprises exportatrices illustre, selon lui, la volonté du secteur de conquérir de nouveaux débouchés et de renforcer la présence des produits algériens sur les marchés étrangers. Le Salon du mobilier domestique et de bureau, de la décoration et des accessoires se poursuivra jusqu'au 16 juin au complexe touristique CET de Tipaza, avec la participation d'un nombre important d'entreprises et de professionnels représentant les différentes branches de cette industrie en pleine expansion.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS AUX FRONTIÈRES

L'État renforce son dispositif

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de régulation du commerce extérieur et de protection du marché national, les pouvoirs publics accélèrent la mise en place de mécanismes renforcés de contrôle des produits importés au niveau des différents points d'entrée du territoire. Cette démarche, qui s'inscrit dans l'application directe des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à garantir la conformité des marchandises importées, à préserver la santé publique et à protéger l'économie nationale contre les risques liés à l'introduction de produits non conformes ou contrefaits.

Par Réda Hadi

C'est dans cette optique que le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé jeudi une importante séance de travail conjointe avec le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid.

Cette rencontre, qui a réuni des représentants des principaux organismes nationaux concernés ainsi que des experts spécialisés, intervient à la suite des orientations définies lors du Conseil des ministres du 7 juin dernier. Les autorités entendent désormais mettre en œuvre un dispositif intégré de contrôle en amont afin d'empêcher l'entrée sur le territoire national de produits susceptibles de représenter un danger pour la santé des consommateurs ou de porter atteinte à l'économie du pays.

À cet effet, un groupe de travail technique intersectoriel a été officiellement installé. Sa mission consiste à élaborer les mécanismes opérationnels nécessaires à l'application des nouvelles directives gouvernementales et à coordonner l'action des différents intervenants chargés du contrôle des marchandises importées.

L'une des mesures phares adoptées lors de cette réunion concerne la création de laboratoires spécialisés de contrôle de conformité au niveau des ports, des aéroports et des postes frontaliers terrestres. Ces structures seront équipées d'instruments scientifiques modernes et de technologies de pointe permettant d'effectuer des analyses rapides et précises sur les produits importés avant leur mise en circulation sur le marché national.

Cette nouvelle approche marque un chan-

gement important dans la politique de contrôle des importations. Jusqu'à présent, de nombreux produits étaient soumis à des vérifications après leur introduction sur le marché, ce qui pouvait engendrer des difficultés pour les commerçants et compliquer les opérations de retrait en cas de non-conformité. Désormais, l'objectif est de déplacer le contrôle vers les frontières afin de filtrer les marchandises dès leur arrivée sur le territoire. Les pouvoirs publics prévoient également un renforcement de la coordination entre les services des douanes, les organismes de contrôle de la qualité, les services vétérinaires et phytosanitaires, les laboratoires spécialisés ainsi que les différentes administrations concernées. Cette coopération permettra de réduire les délais de traitement tout en garantissant un niveau élevé de sécurité et de traçabilité des produits. Par ailleurs, les nouvelles dispositions devraient contribuer à lutter plus efficacement contre les pratiques frauduleuses, notamment l'importation de produits contrefaits, périmés ou ne répondant pas aux normes techniques et sanitaires en vigueur en Algérie. Elles s'inscrivent également dans une démarche plus large visant à encourager la consommation de produits conformes aux standards nationaux et internationaux.

Réagissant à cette décision, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, a salué une mesure qu'il considère comme essentielle pour la protection du marché national et des consommateurs. Selon lui, le renforcement des mécanismes de contrôle des produits et marchandises importés ainsi que la consolidation des capacités des laboratoires au niveau des ports, des aéroports et des postes frontaliers permettront d'empêcher l'entrée de produits non conformes ou im-

propres à la consommation. Une démarche qui contribuera directement à préserver la santé des citoyens et à renforcer la confiance dans les produits commercialisés sur le marché national.

M. Boulouar a également souligné que ces nouvelles mesures devraient alléger les contraintes pesant sur les commerçants. Il a rappelé que de nombreux opérateurs se retrouvaient parfois confrontés à des sanctions ou à la saisie de marchandises acquises légalement auprès d'importateurs agréés, lorsque des défauts de conformité étaient constatés après leur mise sur le marché. Avec le renforcement du contrôle préalable aux frontières, la responsabilité de l'admission et de la conformité des produits incombera davantage aux services compétents chargés des vérifications à l'entrée du territoire. Le président de l'ANCA a par ailleurs réaffirmé le droit souverain de l'Algérie à adopter des normes nationales complémentaires aux standards internationaux afin de protéger son économie, de préserver la santé de ses citoyens et de défendre ses intérêts stratégiques. Il a appelé l'ensemble des acteurs des réseaux de distribution, notamment les importateurs, les grossistes et les détaillants, à respecter rigoureusement la législation commerciale et à veiller à la qualité des produits mis sur le marché.

Enfin, Hadj Tahar Boulouar a invité les producteurs et industriels algériens à tirer profit de cette dynamique en améliorant davantage la qualité de leurs produits, en assurant une offre suffisante et en proposant des prix compétitifs afin de renforcer l'attractivité du produit national auprès des consommateurs. Selon lui, la réussite de cette politique repose autant sur le contrôle des importations que sur la capacité de l'industrie nationale à répondre efficacement aux attentes du marché.

ROUTE TRANSSAHARIENNE

Des entreprises algériennes lanceront bientôt deux tronçons au Tchad

Des entreprises algériennes lanceront prochainement les travaux de parachèvement des tronçons restants de la Route transsaharienne en République du Tchad, ce qui devrait contribuer à faire de cet axe une véritable artère économique continentale favorisant le développement au niveau des pays traversés selon une vision d'intégration, a indiqué jeudi un responsable au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Le Directeur général des infrastructures des travaux publics au ministère, Smail Rabehi a précisé à la Radio nationale que plusieurs entreprises algériennes opérant dans le domaine des travaux publics entameront, au cours des prochains jours, les travaux de réalisation des deux tronçons restants de la Route transsaharienne au Tchad, et ce, en concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les échanges commerciaux et économiques entre les deux pays. Le même responsable a rappelé, dans ce cadre, que les deux tronçons routiers s'étendent sur des distances respectives de 97 km et 85 km, soulignant, par ailleurs, que l'Algérie, la Tunisie et le Nigeria ont entièrement achevé leurs tronçons respectifs, tandis que les travaux de réalisation de cette voie continentale se poursuivent au Mali, au Tchad et au Niger. M. Rabehi a également indiqué que plusieurs tronçons de cette route font actuellement l'objet de travaux d'entretien et de modernisation dans le Grand Sud, sur une distance de 727 km.

L'expérience et l'expertise des entreprises algériennes dans la réalisation de tels grands projets, que ce soit en Algérie ou dans plusieurs pays africains, les qualifient aujourd'hui pour achever les deux tronçons restants de la Route transsaharienne sur le territoire tchadien, a-t-il ajouté. La Route transsaharienne qui s'étend sur plus de 10.000 km (Algérie-Lagos) connaît un taux d'avancement de plus de 90%, constituée d'un axe principal de 4500 km reliant Alger à Lagos et de ramifications : Ghardaïa-Tunis (2000 km), Bamako-Tamarrasset (2500 km) et Zinder-N'Djamena (2200 km).

L'Algérie avait abrité lundi et mardi derniers les travaux de la 77e session du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), portant sur les perspectives de transformation de cette route africaine en un corridor économique contribuant au développement et à l'intégration économique des six pays qu'elle traverse.

R.E.

BUDGET 2027

Cap sur la performance, la discipline budgétaire et l'efficacité

Les préparatifs du projet de loi de finances (PLF) 2027 sont officiellement lancés. Dans une instruction adressée aux ordonnateurs du budget de l'État, le ministère des Finances a fixé les grandes orientations qui devront guider l'élaboration du budget pour l'exercice 2027 ainsi que pour la période pluriannuelle 2028-2029. Ce cadrage intervient dans un contexte international marqué par une forte incertitude économique, alimentée par les tensions géopolitiques persistantes, la volatilité des marchés énergétiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Face à ces défis, les autorités entendent renforcer la maîtrise des dépenses publiques tout en préservant les priorités économiques et sociales du pays.

L'une des principales orientations retenues concerne la gestion de l'investissement public. Le ministère des Finances met désormais l'accent sur le parachèvement des projets déjà engagés, notamment ceux dont le taux d'avancement dépasse 70 % et

qui présentent un impact direct sur le développement économique et social. Les nouveaux projets seront soumis à des critères plus rigoureux. Leur inscription au budget devra être justifiée par la disponibilité des moyens humains, techniques et matériels nécessaires à leur réalisation, ainsi que par leur conformité avec les priorités stratégiques de l'État.

Cette approche vise à améliorer l'efficacité de la dépense publique et à éviter la dispersion des ressources budgétaires sur des programmes dont la maturité ou la faisabilité ne sont pas suffisamment établies.

Sept axes stratégiques pour 2027

Le gouvernement a identifié sept priorités majeures qui structureront l'action publique au cours du prochain exercice budgétaire. La première concerne l'accélération de la croissance économique à travers la diversification des sources de revenus, le soutien aux secteurs productifs hors hydrocarbures, l'accompagnement des start-

up et la poursuite des grands projets structurants, notamment dans le secteur minier.

La deuxième priorité porte sur le renforcement de la sécurité alimentaire et hydrique. Les efforts seront concentrés sur l'extension des surfaces irriguées, l'amélioration de la production céréalière ainsi que l'accélération des projets de barrages et des stations de dessalement d'eau de mer. Le troisième axe vise la valorisation du capital humain à travers le renforcement des investissements dans la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la numérisation des services publics.

L'équilibre régional constitue également une priorité, avec la poursuite des programmes destinés à réduire les disparités territoriales et à accompagner le fonctionnement des nouvelles wilayas.

Le secteur du logement continuera de bénéficier d'un soutien important à travers les différentes formules d'habitat, tandis que le maintien du pouvoir d'achat des ménages sera assuré par la poursuite des

mécanismes de soutien aux produits de première nécessité.

Enfin, la modernisation de l'administration publique reposera sur l'accélération de la transformation numérique, la simplification des procédures et le renforcement de la sécurité des systèmes d'information. Par ailleurs, le ministère des Finances entend accélérer la mise en œuvre de la réforme budgétaire fondée sur la performance. Les discussions budgétaires devront désormais dépasser la logique traditionnelle de répartition des moyens pour s'appuyer davantage sur des objectifs mesurables et des résultats attendus. Chaque proposition législative ou réglementaire devra être accompagnée d'une étude d'impact financier détaillée, d'un exposé des motifs ainsi que du projet de texte correspondant. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la modernisation de la gestion des finances publiques et du renforcement de la transparence dans l'utilisation des ressources de l'État.

Synthèse Z.R.

MATIÈRES PREMIÈRES L'or et le nickel ébranlés, le cacao stable

Le prix de l'or a baissé cette semaine, d'abord plongeant avec la perspective que la Réserve fédérale américaine (Fed) relève ses taux, avant de remonter un peu. Dans le sillage de l'envolée de la facture énergétique en raison des facteurs géopolitiques dans le Golfe et le Moyen-Orient, l'indice des prix à la consommation (CPI) en mai aux Etats-Unis dévoilé mercredi a grimpé comme prévu à 4,2% sur un an, au plus haut depuis trois ans, et celui côté producteurs (PPI) publié jeudi a bondi plus que prévu sur le même mois, à 6,5%.

Ces données, qui s'ajoutent à de bons chiffres sur l'emploi américain vendredi dernier, ont conforté les paris sur une hausse des taux directeurs de la Fed, ce qui tend à soutenir le dollar et les rendements des obligations américaines, considérés comme des valeurs refuges concurrente du métal jaune. Le métal jaune a perdu jusqu'à 10% de sa valeur entre l'ouverture de séance vendredi dernier et son plus bas depuis novembre 2025 atteint jeudi, à 4.024,01 dollars. Vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 4.204,44 dollars, contre 4.328,45 dollar à la clôture la semaine passée. Le cours du nickel est tombé cette semaine avec la perspective d'une politique indonésienne plus accommodante sur ses quotas de production miniers. Les cours du cacao s'affichent à un niveau similaire à celui de la semaine passée, mais en ayant démarré un peu plus haut lundi avant de s'affaïsser au fur et à mesure.

La tonne de cacao négociée à New York pour livraison en septembre évoluait à 3.818 dollars, contre 3.762 dollars la semaine dernière à la clôture.

R. E.

PRODUCTION MONDIALE DE MAÏS Les prévisions revues à la hausse

Après une année record, la production mondiale de maïs devrait encore être abondante lors de la campagne à venir, selon le ministère américain de l'Agriculture (USDA) qui a revu jeudi à la hausse ses estimations de récolte.

Dans sa mise à jour mensuelle sur l'état de l'offre et la demande dans le monde (rapport Wasde), l'USDA indique désormais tabler sur une production d'un peu plus de 1,3 milliard de tonnes pour le grain jaune, soit 5 millions de tonnes de plus qu'envisagé précédemment. Les Etats-Unis doivent conforter leur place de premier producteur mondial avec environ 30% du marché, suivis de loin par le Brésil.

La récolte 2026-27 deviendrait alors la deuxième plus importante de l'histoire, talonnant celle en cours. Il s'agit là d'un facteur baissier pour les prix, alors que le marché doit déjà absorber d'importantes réserves mondiales après une moisson supérieure aux attentes en Amérique du Sud. A la Bourse de Chicago, le cours du maïs a touché jeudi un plus bas depuis septembre 2025, à 4,12 dollars le boisseau (25 kg). L'USDA a aussi quelque peu modifié ses perspectives pour le blé, s'attendant à une récolte en baisse aux Etats-Unis. Pour le soja, les ajustements restent à la marge.

Agence

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,12	-10,71	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1397,00	-0,07	-0,06	-0,76	8,98	5,57	7900	11 036 300,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,09	1,25	6,57	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 067,00	2067,00	0,00	-0,42	-7,41	9,86	6,05	8666	17 705 922,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,27	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	8,09	4,21	4,72	0	0,00

FINALE AFRICAINE DU REGIONAL PITCH COMPETITION La start-up Singularity Computing représentera l'Algérie

La start-up algérienne Singularity Computing représentera l'Algérie lors de la finale africaine du Regional Pitch Competition (GEC+Afrika 2026), prévue les 16 et 17 septembre en Afrique du Sud, a annoncé jeudi à Alger le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah. S'exprimant à l'issue de la cérémonie de sélection, le ministre a salué cette qualification, soulignant que l'initiative, portée par le Global Entrepreneurship Network (GEN) dans plusieurs pays africains, vise à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat à l'échelle continentale. Selon lui, plus de 59 projets ont été enregistrés en Algérie dans le cadre de cette édition. Après plusieurs phases de sélection, dix start-up ont accédé à la finale nationale, à l'issue de laquelle Singularity Computing a été retenue pour représenter le pays à la compétition

continentale réunissant une vingtaine de pays africains.

Le ministre a affirmé que son département entend renforcer la participation des porteurs de projets algériens aux grands rendez-vous africains de l'innovation, estimant que ces plateformes constituent des opportunités de visibilité et de croissance pour les start-up nationales.

Il a également salué la qualité du processus de sélection, conduit par un jury mixte national et international, mettant en avant l'importance de transformer les projets innovants en entreprises viables et compétitives au service de l'économie nationale.

Spécialisée dans le calcul scientifique appliqué à l'ingénierie industrielle, Singularity Computing développe des solutions numériques basées sur les mathématiques appliquées et l'intelligence artificielle. Selon son fondateur, Moha-

med Labadi, le logiciel conçu par l'entreprise permet d'accompagner la conception de produits de haute technologie dans plusieurs secteurs, notamment l'aéronautique, l'automobile et l'ingénierie industrielle.

Dix start-up avaient été sélectionnées pour la phase finale nationale après plusieurs étapes éliminatoires. Les projets ont été présentés devant un jury composé d'experts nationaux et africains de l'entrepreneuriat, dont des membres en présentiel et d'autres en visioconférence depuis l'Afrique du Sud.

L'événement a été organisé par Algeria Venture, en partenariat avec GEN Algeria. Il vise à structurer un écosystème entrepreneurial dynamique et à offrir aux jeunes entreprises innovantes une plateforme de présentation, de mise en relation avec des investisseurs et d'accès à des réseaux internationaux.

R. E.

MODERNISATION DE L'ÉLEVAGE ANIMAL

La startup CaryoGD mise sur la cytogénétique

Dans un contexte marqué par la recherche de solutions innovantes pour améliorer la productivité animale et préserver les ressources génétiques, la startup algérienne CaryoGD se positionne comme un acteur émergent dans le domaine de la cytogénétique animale. À travers une approche alliant expertise scientifique et technologies numériques, l'entreprise ambitionne d'accompagner les centres d'élevage, les parcs zoologiques et les structures dédiées à la préservation animale dans l'optimisation de leurs performances reproductives et productives.

Fondée par Siham Boufekroune et Siham Ouchia, enseignante à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene, la startup s'inscrit dans une démarche visant à rapprocher la recherche scientifique des besoins concrets du terrain. Son activité est centrée sur la cytogénétique animale, une discipline qui étudie les chromosomes afin d'identifier d'éventuelles anomalies génétiques pouvant affecter la fertilité, la santé ou les performances des animaux.

L'un des principaux objectifs de CaryoGD est de contribuer à la détection précoce de certaines anomalies chromosomiques susceptibles d'avoir des répercussions sur la reproduction. Grâce à des outils d'analyse et d'interprétation adaptés, la startup entend fournir aux éleveurs et aux gestionnaires d'établissements animaliers des données scientifiques fiables leur permettant d'améliorer la sélection et la gestion des cheptels.

Cette initiative intervient dans un contexte où les filières animales sont confrontées à plusieurs défis, notamment l'amélioration de la productivité, la préservation de la diversité génétique et l'adaptation aux exi-

gences croissantes en matière de durabilité. En proposant des solutions fondées sur la biotechnologie et l'innovation, CaryoGD aspire à accompagner la modernisation des pratiques d'élevage en Algérie. Par ailleurs, la startup entend également participer à la valorisation de la recherche nationale. En favorisant les synergies entre les laboratoires universitaires et les acteurs économiques, elle ambitionne de

renforcer l'écosystème algérien de la biotechnologie animale et de promouvoir l'émergence de solutions locales à forte valeur ajoutée. Pour ses fondatrices, l'objectif est de faire de CaryoGD une plateforme d'innovation capable de répondre aux besoins du secteur de l'élevage tout en contribuant à la préservation des ressources animales.

Synthèse R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 09 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	أسعار التجزئة ²			
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Pomme de terre	78	89	67	البطاطا
Tomate	87	102	71	الطماطم
Oignon sec	74	85	63	البصل الجاف
Ail sec	667	756	578	الثوم الجاف
Ail vert	249	273	226	الثوم الاخضر
Carotte	90	102	78	الجزر
Navet	96	107	85	اللفت
Petit pois	200	225	175	الجلبانية
Fève verte	106	115	98	الفول الاخضر
Courgette	69	82	55	الكوسة
Haricot vert	160	177	143	الفاصولياء الخضراء
Laitue	94	107	80	الخس
Pomme locale	586	707	464	التفاح المحلي
Datte	490	617	364	التمر
Banane	489	511	467	الموز
Melon	134	155	114	البطيخ الاصفر
Pastèque	82	96	68	البطيخ الاحمر
Viande bovine locale	1984	2145	1823	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	396	408	384	الدجاج
Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX DU CONCOURS NATIONAL
«OLEOMED » 2E ÉDITION**L'excellence de l'huile d'olive algérienne à l'honneur**

La cérémonie de remise des prix et des certificats de la deuxième édition du concours OLEOMED s'est déroulée, hier au Club de Fayat à Alger, mettant à l'honneur la qualité, l'innovation et l'excellence de la filière oléicole algérienne. Cette rencontre a été marquée par l'installation officielle du « Club Excellence OLEOMED » et la présentation de ses 22 meilleurs lauréats. La manifestation s'est achevée par la remise des médailles et des certificats aux producteurs distingués, ainsi que par un hommage rendu aux membres du jury et aux partenaires ayant contribué à la réussite de l'événement.

Par Selma R.

Organisée par GRFI Filaha Innov et SIPSA Afrika Food, en collaboration avec l'Association Zaytouna Mubarka de Bordj Bou Arreridj, la deuxième édition du Concours national de la meilleure huile d'olive vierge extra « OLEOMED 2026 » a consacré les producteurs les plus performants du pays. Désormais bien installé dans le calendrier agricole national, ce rendez-vous vise à distinguer les meilleures huiles d'olive vierge extra produites en Algérie, qu'elles soient conventionnelles ou biologiques, tout en encourageant l'amélioration continue de la qualité, la valorisation des terroirs et la promotion du savoir-faire national. La cérémonie a également permis de mettre en lumière les progrès réalisés par la filière oléicole ces dernières années ainsi que les importantes perspectives qui s'ouvrent à elle. Les distinctions attribuées aux lauréats ont récompensé l'engagement de producteurs qui œuvrent à hisser l'huile d'olive algérienne aux standards internationaux les plus exigeants.

Intervenant à cette occasion, le président du Concours national SIPSA OLEOMED, le Dr Mokhtar Guissous, a souligné que cette manifestation dépasse largement le cadre d'une simple compétition. Selon lui, OLEOMED constitue avant tout un espace de rencontre et d'échange entre les producteurs venus de différentes régions du pays. Il a relevé que les oléiculteurs disposent rarement d'occasions leur permettant de partager leurs expériences et de confronter leurs pratiques. « L'objectif principal est de créer des passerelles entre les producteurs, de favoriser les échanges et de bâtir une dynamique collective au service de la qualité », a-t-il expliqué.

Pour illustrer cette mobilisation nationale, il a salué la présence de producteurs issus de nombreuses wilayas, notamment Tébessa, Khenchela, Biskra, El M'Ghair, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Tiaret, Guelma, M'Sila ou encore Bou Saâda. Une participation qui témoigne, selon lui, de l'intérêt croissant accordé à la valorisation de l'huile d'olive algérienne.

Le Dr Guissous a également insisté sur la philosophie qui guide cette initiative. Si des médailles d'or, d'argent et de bronze sont attribuées aux meilleures productions, la véritable réussite réside, selon lui, dans la capacité des producteurs à coopérer, à apprendre les uns des autres et à améliorer collectivement la qualité de leurs huiles. « La participation et le partage d'expérience sont plus importants que les trophées eux-mêmes », a-t-il affirmé. Cette volonté de structurer davantage la filière s'est traduite cette année par la création du « Club de l'Excellence », présenté comme un cadre fédérateur destiné à rassembler les acteurs du secteur.

Déjà représenté dans une quinzaine de wilayas, ce réseau a pour mission d'accompagner les producteurs à travers des actions de formation, d'organisation et de promotion de l'huile d'olive algérienne. Revenant sur l'historique de cette initiative, le Dr Amine Bensemmane a rappelé que l'aventure OLEOMED a débuté en 2009 sous l'impulsion de Filaha Innov et avec le soutien du ministre de l'Agriculture de l'époque, le Dr Rachid Benaïssa. L'objectif était alors de contribuer à l'organisation de l'interprofession oléicole et d'instaurer une dynamique fondée sur l'excellence dans un secteur confronté à de nombreux défis. « Nous avons commencé par un trophée récompensant les meilleurs producteurs de la filière, depuis la production jusqu'à la commercialisation. Aujourd'hui, nous assistons à la naissance d'un véritable concours national qui gagne chaque année en importance », a-t-il souligné. Pour le Dr Bensemmane, le développement durable de la filière passe par la qualité, la certification, la formation et l'innovation.

Le Club de l'Excellence pour fédérer les producteurs et promouvoir la qualité

De son côté, Brahim Zitouni, président de l'Association nationale pour le développement de l'oléiculture, a souligné que cette deuxième édition d'OLEOMED s'inscrit dans une démarche de sensibilisation des producteurs à l'importance de la qualité et de la valorisation de l'huile d'olive vierge extra. « Le premier ob-

jectif de cette compétition est de sensibiliser le producteur à l'importance de produire une huile d'olive vierge extra répondant aux standards de qualité », a-t-il indiqué, rappelant que l'accès aux marchés nationaux et internationaux passe nécessairement par le respect de normes reconnues. Le responsable s'est également félicité de l'engouement croissant suscité par le concours. Selon lui, le nombre de wilayas participantes est passé de 14 lors de la première édition à 24 cette année, tandis que le nombre d'échantillons en compétition a quasiment doublé, passant de 28 à 55 échantillons. « Cette évolution témoigne d'une prise de conscience croissante des producteurs quant à l'importance de la qualité et à la valeur ajoutée que peut apporter ce type de concours », a-t-il souligné. Brahim Zitouni a par ailleurs mis en avant la création du Club de l'Excellence OLEOMED, destiné à fédérer les producteurs à travers un réseau favorisant les échanges d'expériences, la formation et l'accompagnement technique. Il a également insisté sur la crédibilité des résultats du concours, précisant que les analyses chimiques et organoleptiques ont été réalisées selon les normes internationales, avec le concours de laboratoires reconnus par le Conseil oléicole international.

« Les résultats annoncés aujourd'hui reposent sur des évaluations scientifiques rigoureuses et conformes aux standards internationaux », a-t-il affirmé. À travers OLEOMED 2026, les organisateurs entendent faire de l'excellence un véritable moteur de développement pour l'ensemble de la filière. En mettant en valeur les meilleures huiles d'olive vierge extra du pays, le concours contribue à promouvoir un produit emblématique du patrimoine agricole national tout en encourageant les producteurs à poursuivre leurs efforts en matière de qualité, d'innovation et de professionnalisation. Cette deuxième édition confirme ainsi l'émergence d'une nouvelle dynamique au sein de l'oléiculture algérienne, fondée sur la coopération, la formation et la recherche permanente de l'excellence, avec l'ambition de faire rayonner l'huile d'olive algérienne sur les marchés régionaux et internationaux.

EXTENSION DU PORT DE DJEN DJEN

Le ministre préside une réunion de suivi de l'état d'avancement des études

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djel-laoui, a présidé, jeudi au siège de son département ministériel, une séance de travail dédiée au suivi de l'état d'avancement des études relatives au projet d'extension du port de Djen Djen, indique un communiqué du ministère.

La rencontre s'est déroulée en présence du Directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP) et de ses cadres, ainsi que du PDG du Laboratoire d'études maritimes (LEM), et des représentants du groupement de bureaux d'études nationaux et étrangers, composé du bureau d'études italien "Modimar", en qualité de chef de file, du Laboratoire des travaux publics de l'Ouest (LTPO) et du Centre national d'ingénierie de la construction (CNIC).

Lors de cette réunion, le ministre a suivi un exposé détaillé sur la situation actualisée des différentes phases de l'étude et sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action adopté en vue de sa finalisation dans les délais impartis. Ce plan repose sur l'exécution simultanée des tâches restantes, le renforcement des ressources humaines et des moyens matériels mobilisés pour le projet, ainsi que sur l'accélération des procédures d'examen, de révision et de validation des livrables techniques de l'étude.

En outre, il a été présenté un exposé sur les résultats des essais de navigation sur simulateur, menés au Centre d'études et de techniques maritimes de la ville de Gênes (Italie), avec la participation de l'ANRIP ainsi que d'un cadre de l'Entreprise portuaire de Djen Djen.

De surcroît, il a été procédé à la présentation des progrès accomplis dans la campagne géotechnique marine qui a été significativement renforcée à travers la mobilisation d'une deuxième barge de gros volume, ce qui a permis d'effectuer un travail continu 24h/24 et d'accélérer la cadence des investigations sur le terrain, tout en focalisant les efforts sur les zones stratégiques, notamment au niveau des futurs quais et des infrastructures de la protection maritime.

R E.

ONS

Le taux d'inflation s'établit à 1,2 % en avril

L'inflation en Algérie poursuit sa décelération. Selon les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS), le rythme d'inflation annuel s'est établi à 1,2 % à fin avril 2026, contre des niveaux nettement plus élevés observés au cours des dernières années. Une évolution qui traduit un ralentissement global de la progression des prix, malgré certaines tensions persistantes sur les produits frais. À Alger, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse mensuelle de 0,4 % en avril 2026 par rapport au mois précédent. Cette progression demeure toutefois largement inférieure à celle observée en mars (+3,5 %), signe d'un apaisement relatif des pressions inflationnistes.

L'indicateur le plus suivi reste le rythme d'inflation annuel, calculé sur les douze derniers mois. Celui-ci s'est établi à 1,2 % sur la période allant de mai 2025 à avril 2026 comparativement aux douze mois précédents. Cette performance reflète une relative stabilité des prix à l'échelle nationale, même si certains segments continuent d'enregistrer des variations importantes, notamment dans l'alimentation. En glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à avril 2025, les prix à la consommation à Alger affichent néanmoins une hausse de 5,2 %, illustrant l'impact persistant de certaines augmentations sectorielles. La progression mensuelle des prix observée en avril est principalement attribuable à l'augmentation des prix des pro-

duits alimentaires, qui ont enregistré une hausse de 0,9 %. Les produits agricoles frais ont particulièrement contribué à cette évolution avec une augmentation de 1,5 %. Les fruits ont connu la plus forte hausse avec une progression spectaculaire de 19,5 %, suivis par la viande rouge (+2,5 %) et les légumes (+1,7 %). À l'inverse, plusieurs produits de large consommation ont vu leurs prix reculer. C'est notamment le cas de la viande de poulet (-10,4 %), des œufs (-3 %) et de la pomme de terre (-9,6 %), contribuant ainsi à atténuer la pression sur le panier alimentaire des ménages. Si les variations mensuelles des produits manufacturés demeurent limitées (+0,1 % en avril), leur évolution sur une année reste beaucoup plus marquée.

Les prix des biens manufacturés non alimentaires affichent en effet une hausse de 11,1 % par rapport à avril 2025, soit la progression la plus importante parmi les grandes catégories de consommation. Les services demeurent, pour leur part, relativement stables avec une augmentation annuelle de seulement 0,8 %. Les tendances observées à Alger contrastent avec celles relevées au niveau national. L'indice général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,3 % en avril 2026 par rapport au mois précédent. Cette évolution s'explique principalement par le recul de 0,8 % des prix des biens alimentaires à l'échelle nationale, traduisant des disparités régionales dans l'évolution des marchés.

R E.

SÉTIF

Engouement des jeunes pour le programme de formation "Sanaâ"

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sétif a enregistré un engouement notable des jeunes pour le programme de formation "Sanaâ" lancé par le ministère de tutelle fin mai dernier, a-t-on appris jeudi auprès de cette direction.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de wilaya du secteur, Ahmed Belkamri, a affirmé que les services de la direction ont recensé, depuis l'ouverture le 31 mai passé des inscriptions sur la plateforme dédiée à ce programme, 5.221 inscrits âgés entre 15 et 27 ans, souhaitant bénéficier des sessions de formation leur permettant d'acquérir des compétences pratiques les qualifiant pour intégrer le marché de l'emploi.

Cet engouement traduit la prise de conscience des jeunes sur l'importance de formation en tant que processus réel d'acquisition de compétences ouvrant des perspectives prometteuses pour l'intégration du monde du travail et de l'entrepreneuriat, a-t-il ajouté relevant que "le programme initie les stagiaires aux principes de base des métiers en de courtes périodes de formation basée sur la pratique et l'accompagnement de staffs spécialisés".

Les services du secteur ont mobilisé les moyens matériels et humains pour le succès de ce programme qui se dérouleront en deux sessions du 15 juin au 6 juillet et du 7 juillet au 31 juillet, selon le même cadre qui a indiqué que la répartition des stagiaires sur les centres a tenu compte des spécialités et des lieux de leur résidence.

Ce programme est une opportunité aux jeunes d'acquérir une formation pratique rapide et moderne basée sur le développement des compétences et la consécration de la culture des métiers artisanaux dans les six spécialités de peinture, d'électricité bâtiment, de plâtre, de la plomberie, de la soudure et du froid, a ajouté M. Bekamri.

R. E.

ORAN

Près de 2.500 visiteurs enregistrés au Salon international "Algeria Rail Expo"

La deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026), dont les travaux se sont achevés, jeudi soir au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, a enregistré près de 2.500 visiteurs professionnels.

Le commissaire du salon, Mourad Chebboub, a indiqué dans une déclaration à l'APS que cette édition de trois jours a connu une forte affluence, principalement de professionnels, avec près de 2.500 visiteurs, soit une moyenne d'environ 800 visiteurs par jour.

L'événement a permis la tenue de rencontres et d'échanges entre opérateurs nationaux (entreprises publiques et privées) et étrangers dans divers domaines liés au secteur ferroviaire, notamment la fabrication d'équipements, de câbles électriques et de systèmes de signalisation. Ces discussions devaient se concrétiser ultérieurement par la signature d'accords de partenariat. Pour rappel, ce salon, organisé sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a réuni près de 40 exposants issus d'entreprises publiques et

privées nationales, telles que la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), le groupe Cosider et le groupe GEICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte.

Le salon a rassemblé les différents métiers et principaux acteurs du secteur ferroviaire, couvrant notamment les infrastructures ferroviaires, le génie civil, les voies ferrées, le ballast, les ouvrages d'art, les tunnels et les ponts, ainsi que les wagons, les systèmes de signalisation et de contrôle.

D'autres domaines étaient également représentés, tels que l'industrie des équipements (câbles et systèmes intégrés), la logistique et le transport, la transformation numérique, les chemins de fer intelligents, ainsi que le financement et l'investissement. Cette manifestation économique a offert aux profes-

sionnels l'opportunité de découvrir les dernières innovations et technologies dans le domaine ferroviaire et de prendre connaissance de nouvelles solutions destinées au développement des infrastructures ferroviaires.

En marge de l'événement, plusieurs conférences et interventions ont été organisées autour des enjeux stratégiques du secteur, notamment en matière de modernisation, d'innovation et de financement. Des communications ont également porté sur des thèmes tels que "La numérisation des infrastructures ferroviaires", "Le transport ferroviaire au service de la valorisation des ressources minières", "L'Algérie comme plateforme logistique entre l'Afrique et l'Europe" et "Le rôle du transport ferroviaire dans les services logistiques intégrés", entre autres.

R. E.

EL-MENIAA

Réhabilitation de plus de 1.360 km de réseau électrique en prévision de l'été

Des opérations proactives de maintenance ont été effectuées sur plus de 1.360 km de réseau électrique dans la wilaya d'El-Meniaa, en prévision de la saison estivale caractérisée par un pic de consommation électrique, a indiqué le directeur de distribution, Ah-

med Abdedou. S'exprimant lors d'un point de presse, M. Abdedou a précisé que ces opérations, lancées au début de l'année en cours, concernaient 763 km de lignes de moyenne tension (MT), 606 km de lignes de basse tension (BT), ainsi que 227 transformateurs électriques

à travers la wilaya. Elles permettront d'améliorer la qualité d'approvisionnement électrique et de réduire les éventuelles coupures, at-il souligné. Ce programme de maintenance a également touché les transformateurs principaux des centrales élec-

triques d'El-Meniaa et Hassi El-Gara, afin de renforcer les ouvrages de transport et de distribution, tout en garantissant un approvisionnement stable pendant cette période de forte demande, selon le même responsable.

APS

OULED DJELLAL

Plus de 1000 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité depuis 2025

Un total de 1.030 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité depuis début 2025 à travers la wilaya d'Ouled Djellal dans le cadre des efforts de développement de l'activité agricole dans la région, a-on informé jeudi auprès du directeur local de distribution de l'électricité et du gaz.

Dans une conférence de presse de présentation du bilan des activités animées au siège de la di-

rection, M. Hakem Chaféï a précisé que le raccordement de toutes ces exploitations agricoles a nécessité la réalisation d'un réseau de distribution de 385,78 km et l'installation de 214 transformateurs électriques à travers les communes de la wilaya.

Pas moins de 43 autres exploitations agricoles seront raccordées « avant la fin de l'année en cours » dans le cadre des efforts d'élargissement

de la couverture par le réseau électrique à travers les régions agricoles conformément aux orientations des autorités supérieures du pays pour le développement de l'infrastructure énergétique destinée à l'activité agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire nationale, a indiqué le même cadre.

R. E.

OUM EL BOUAGHI

Ouverture de 4 nouvelles agences de la direction de distribution de l'électricité et du gaz avant fin 2026

La direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya d'Oum El Bouaghi ouvrira avant la fin de l'année en cours 2026 quatre nouvelles agences, a-on informé jeudi auprès de la responsable du service de communication de cette direction, Narimène

Benzelikha. Dans une conférence de presse de présentation du bilan des activités tenues à la maison de la culture Nouar Boubakeur, le même cadre a indiqué qu'il est prévu dans les prochains jours l'ouverture d'une nouvelle agence commerciale dans la commune de

Ksar Sbahi qui sera suivie de l'ouverture d'agences similaires dans les communes de F'kirina, de Dhalaa et de Sigus. Ces agences assureront des services pour près de 25.935 abonnés des communes de F'kirina, d'Oued Nini, de Dhalaa, d'El Dja-

zia, de Ksar Sbahi, de Sigus et d'El Amiria dont l'approvisionnement en électricité est assuré par un réseau de 1.620,17 km (moyenne et basses tensions) et l'alimentation en gaz naturel avec un réseau de 479,2 km, a précisé Mme. Benzelikha.

Les agences commerciales à ouvrir contribueront à rapprocher les citoyens les divers services dont la demande de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, les plaintes et le paiement des factures, selon la même source.

APS

GUELMA

Lancement prochain de la réalisation d'une nouvelle station de traitement des semences à la commune d'Héliopolis

Les travaux de réalisation d'une nouvelle station de traitement des semences seront prochainement lancés au niveau du centre de proximité intermédiaire de stockage de céréales de la commune d'Héliopolis (Guelma), a-t-on appris jeudi auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de wilaya.

Le projet de cette station de tri et de traitement des semences de blé dur et tendre ainsi que de l'orge s'inscrit dans le cadre du plan d'action 2026 de la CCLS, a pré-

cisé à l'APS le chargé de communication de la CCLS, Mohamed-Amine Hamdi. Selon le même responsable, cette future station viendra consolider les deux stations actuellement actives au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Tamlouka (extrême Ouest de la wilaya) qui assurent chaque saison le traitement et la remise aux agriculteurs de 100.000 quintaux de semences. Le projet s'inscrit également dans le cadre des objectifs nationaux de réduction des importations de semences, de maîtrise de la qualité des

semences et d'augmentation des capacités de wilaya de tri et de traitement des semences produits par les agriculteurs adhérents au programme d'intensification des semences. L'implantation de cette station à la commune d'Héliopolis a été décidée après des sorties de terrain effectuées par les inspecteurs de la direction générale de l'Office algérien interprofessionnel des céréales surtout que cette commune se situe près de plusieurs communes facilitant ainsi l'approvisionnement en semence des céréaliculteurs

de l'Est et du Nord de la wilaya sans se déplacer à Tamlouka ou à Guelma, a indiqué le même responsable. Selon les données de la direction des services agricoles (DSA), une superficie de près de 7.000 hectares a été réservée durant l'actuelle saison agricole 2025-2026 à la production de céréales dont 5.000 hectares consacrés au blé dur, 2.000 hectares au blé tendre et 350 hectares à l'orge avec des prévisions de production de plus de 160.000 quintaux de semences

Agence

Ces sites d'information du Moyen-Orient sont en réalité des opérations de propagande du gouvernement américain

2^e partie

Al-Fassel et Pishtaz News publient des articles favorables aux États-Unis concernant la guerre contre l'Iran et le projet de l'administration Trump visant à réaménager Gaza.

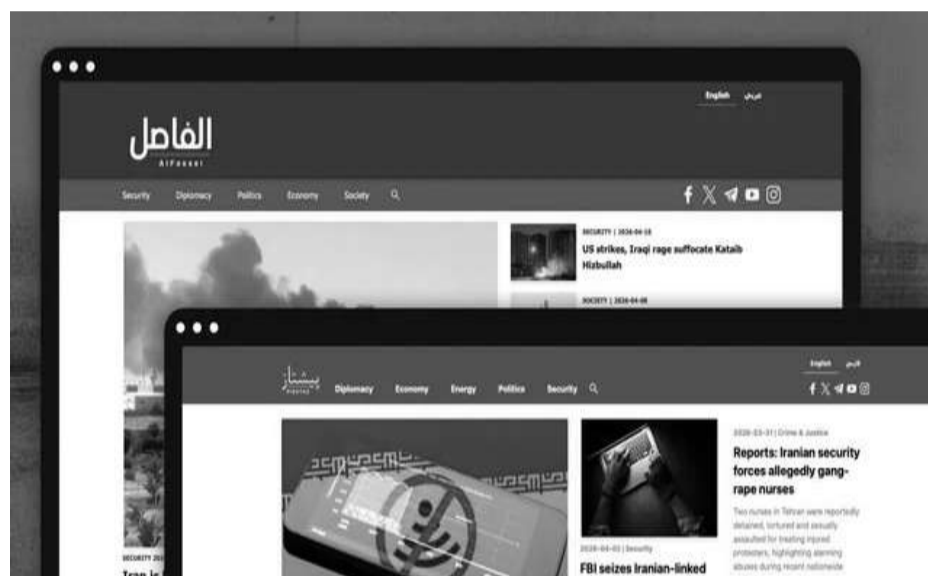
« Ces sites présentent un style similaire à celui des campagnes de communication ouvertes menées précédemment par le ministère de la Défense », a déclaré à The Intercept Renée DiResta, ancienne chercheuse à Stanford et co-auteur du rapport de 2022. « Nous avons déjà observé ce schéma : une mention plus explicite de l'affiliation américaine sur la page "À propos" du domaine, puis une mention minimale, voire inexistante, sur les profils des réseaux sociaux. »

On trouve d'autres clins d'œil subtils à la véritable finalité de ces sites : les URL des versions anglaises de chaque site sont désignées par « en_GB », pour Grande-Bretagne. Dans une analyse approfondie du réseau TRWI réalisée en 2015, Roy Revie, doctorant à l'université de Bath, a observé que le réseau de sites de propagande militaire américaine désignait explicitement ses versions anglaises comme britanniques, car « le SOCOM cherche à éviter toute impression que ses sites s'adressent à un public américain ».

Dans le jargon de la guerre de l'information, ces organes de propagande sont considérés comme « ouverts » plutôt que « secrets », car leur appartenance à l'État est techniquement divulguée.

Mais dans son article de 2015, Revie a fait valoir que ces sites d'opérations psychologiques se livraient tout de même à des manœuvres de tromperie. Ils utilisent le journalisme en ligne comme une forme de camouflage, a-t-il écrit, car la plupart des lecteurs ne vont pas consulter la page « À propos » d'une publication pour s'informer sur son financement. La conception de ces sites « permet au DOD [Department of Defense, NdT] de revendiquer de manière crédible une transparence totale et de conserver sa légitimité, en laissant à l'utilisateur la responsabilité de s'informer sur la source », écrit Revie.

Les publications de ces deux sites ne cessent de glorifier les États-Unis et Israël, ainsi que les alliés américains du Golfe. Ils dénigrent régulièrement l'État iranien, présentant un récit totalement partial et trompeur en cette période de guerre. « Les États-Unis affirment ne pas chercher à entrer en conflit ouvert avec Téhéran », peut-on lire dans un article publié le 2 mars dans Al-Fassel. Les deux sites ont cité à plusieurs reprises des reportages d'Iran International, une publication financée par l'Arabie saoudite, pro-israélienne et monarchiste iranienne, connue depuis longtemps pour ses déformations journalistiques. Un article de Pishtaz News du 31 mars, par



exemple, s'appuyant sur un article d'Iran International dont la source était totalement anonyme, affirmait que les forces de sécurité iraniennes avaient violé collectivement des infirmières à Téhéran.

Les récents articles présentent l'Iran comme étant acculé. Un article publié le 22 mars dans Pishtaz News s'exclamait : « L'armée régulière de la République islamique, connue sous le nom d'Artesh, est de plus en plus souvent décrite par des observateurs avertis comme une force soumise à de fortes pressions et victime de négligence institutionnelle. » Un autre article anonyme daté du 25 mars, intitulé « L'Artesh se porterait mieux sans son principal rival », semble destiné à attiser les tensions entre l'armée régulière iranienne et le Corps des gardiens de la révolution islamique. « Sans le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), les ressources pourraient être directement affectées à l'armée régulière, connue sous le nom d'Artesh, permettant ainsi une modernisation significative », affirmait l'article, un argument tiré tout droit des discours des faucons iraniens de droite aux États-Unis. Dans une émission de Fox News du 18 mars, par exemple, le général à la retraite Jack Keane a suggéré que la rivalité entre l'Artesh et le CGRI pourrait être exploitée pour provoquer un changement de régime.

On ignore qui rédige exactement les contenus publiés sur ces sites. La plupart des articles ne comportent aucune signature, tandis que d'autres sont publiés sous des noms dont on ne trouve pratiquement aucune trace ailleurs sur Internet. Il se peut que certains de ces « collaborateurs » n'existent pas du tout. Une vidéo YouTube d'Al-Fassel datant de janvier, qui passait en revue les gros titres régionaux récents, était commentée par un homme arabophone vêtu d'un blazer bleu impeccable. Des experts ont déclaré à The Intercept que ce présentateur était probablement le fruit

d'une IA générative et non une véritable séquence vidéo. « L'indicateur le plus fort est l'absence quasi totale de clignements des yeux », a déclaré à The Intercept Sejin Paik, professeur à l'université de Georgetown et chercheur spécialisé dans les deepfakes. Zuzanna Wojciak, chercheuse en médias synthétiques au sein de l'organisation de défense des droits humains Witness, est parvenue à la même conclusion, citant d'étranges anomalies au niveau de sa peau, de ses mains et de ses dents.

Certains articles déforment ou présentent de manière erronée les faits. Un article publié le 15 avril dans Al-Fassel au sujet des « menaces de crimes de guerre » de l'Iran contre l'Université américaine de Beyrouth a omis de mentionner que ces menaces faisaient suite à des frappes aériennes répétées menées par les États-Unis et Israël contre des écoles iraniennes. Le lendemain d'un article d'Al-Fassel décrivant les Houthis comme « affaiblis » et « largement désintégrés », incapables d'offrir autre chose qu'un « soutien verbal » à l'Iran, le groupe militant yéménite a lancé des missiles de croisière sur Israël.

Ces médias illustrent également l'ampleur des messages trompeurs diffusés par le Pentagone et la Maison Blanche : un message publié le 5 mars sur le compte Instagram de Pishtaz News se vantait ainsi : « La capacité du régime iranien à frapper les forces américaines et ses partenaires régionaux s'érode rapidement, tandis que la puissance de combat des États-Unis continue de croître. » Quatre semaines plus tard, l'Iran continuait de lancer des missiles sur des bases américaines ainsi que sur ses partenaires régionaux, et réussissait à abattre un F-15 et un A-10 Warthog américains. Un message publié le 4 avril sur le compte Instagram d'Al-Fassel affirmait, citant le secrétaire d'État Marco Rubio, que « l'Iran ne se contente pas d'un programme nucléaire pacifique, mais cherche à renforcer ses capacités

militaires », alors même qu'une évaluation de 2025 du Bureau du directeur du renseignement national concluait le contraire.

D'autres articles ne se donnent même pas la peine de se faire passer pour du journalisme, ressemblant davantage à des avertissements lancés directement depuis Washington : « Les États-Unis sont tout à fait prêts à protéger leurs forces au Moyen-Orient », pouvait-on lire dans un titre de Pishtaz News daté de juin 2025. « Grâce à des capacités technologiques de pointe et à un personnel hautement qualifié, les États-Unis disposent de l'une des forces militaires les plus performantes au monde, s'adaptant en permanence à l'évolution des défis sécuritaires pour maintenir l'ordre et la stabilité. » Un tweet publié le 27 mars par Pishtaz News était plus direct. « Vous serez systématiquement anéantis », menace-t-il en farsi. « Vos commandants se cachent dans des bunkers. Ils ont envoyé leurs familles et leurs richesses à l'étranger, pourquoi continuez-vous à vous battre pour eux ? »

Certains articles prétendent inclure des commentaires provenant de véritables experts. Dans au moins un cas, cela s'est produit à l'insu de la source. Un article publié en juillet 2025 dans Al-Fassel prédisait qu'une future fermeture du détroit d'Ormuz « nuirait davantage à la Chine et à la Russie qu'aux autres nations ». L'article citait Umud Shokri, un analyste en énergie affilié à l'université George Mason, au Département d'État et au Middle East Institute. « Je tiens à préciser que je n'avais pas connaissance d'un quelconque lien entre al-fassel-news.com et le gouvernement américain », a déclaré Shokri à The Intercept. « Je n'ai pas non plus eu d'entretien direct avec la plateforme, et je n'ai pas été contacté directement par elle. À ma connaissance, toute citation qui m'est attribuée semble avoir été tirée de commentaires publics antérieurs ou d'autres interventions dans les médias. »

Avant la guerre contre l'Iran, l'une des principales priorités de ces deux sites était de promouvoir les projets américano-israéliens concernant l'avenir de Gaza. Le message revient essentiellement à résumer le consensus entre les États-Unis, Israël et les pays du Golfe : selon ce consensus, toutes les souffrances des Palestiniens seraient imputables au Hamas plutôt qu'aux trois dernières années de bombardements israéliens, et le « Conseil de la paix » soutenu par Trump laisserait présager une ère de prospérité sans précédent pour les Palestiniens.

(A suivre)

MAURITANIE Le ministre des Domaines présente les grandes lignes du projet SOKAM

Des membres du gouvernement ont commenté, les conclusions du Conseil des ministres tenu plus tôt dans la journée. Il s'agit des ministres de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, des Mines et de l'Industrie, M. Edy Ould Zeine, ainsi que du ministre des Domaines, du Patrimoine de l'État et de la Réforme foncière, M. Niang Mamoudou.

Dans son mot introductif, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le Conseil des ministres a examiné et adopté plusieurs projets de lois, notamment ceux relatifs aux statuts des officiers de l'armée d'active et de réserve, des personnels non officiers de l'Armée nationale, de la Police nationale et des Douanes. S'y ajoutent des textes relatifs à la certification aux normes mauritaniennes, la déclaration d'utilité publique d'une réserve foncière au profit du projet SOKAM, ainsi qu'une communication concernant l'exploitation artisanale de l'or et les permis de petite exploitation minière. Il a ensuite invité ses collègues ministres à apporter davantage de précisions chacun dans son domaine.

À sa suite, le ministre des Mines est revenu sur les grandes lignes du projet de décret relatif au certificat de conformité aux normes nationales. Il a précisé qu'il s'agit de l'application d'une disposition de la loi relative à la normalisation et à la promotion de la qualité. Selon lui, l'objectif est d'améliorer la qualité et l'image de l'industrie mauritanienne et d'accroître sa compétitivité dans un environnement fondé sur la sécurité des processus de production et le respect des normes. Cela passe par la mise en place d'un cadre juridique permettant la certification de conformité aux normes mauritaniennes et la promotion d'un label de qualité capable de renforcer toute la chaîne de production et de favoriser son positionnement sur le marché international.

Le ministre a également évoqué une communication relative à la dynamisation du secteur minier, pilier de l'économie nationale. Il a indiqué que 18 permis de recherche ont récemment été délivrés afin de favoriser la découverte de nouveaux gisements et leur exploitation. Des critères stricts ont été mis en place, et un suivi rigoureux sera assuré par la direction des mines sur la base des programmes de recherche déposés par les titulaires.

Agence

LIBYE

La NOC accélère sa modernisation avec de nouveaux accords pétroliers

Produire plus de pétrole ne suffit pas. Les autorités libyennes souhaitent aussi former les ingénieurs et les gestionnaires capables de conduire ses grands projets d'investissement dans l'énergie.

Après son accord avec SLB, le plus grand groupe mondial de services pétroliers, la NOC continue de tisser ses partenariats. Mardi 9 juin, l'entreprise pétrolière publique libyenne a formalisé un nouvel accord impliquant Project Management Institute (PMI), un organisme américain reconnu mondialement pour ses certifications en gestion de projets.

Selon les détails rapportés par Libya Observer, l'accord prévoit la création d'une plateforme commune pour soutenir les employés de la NOC, avec un accès aux formations et certifications professionnelles reconnues à l'échelle mondiale. Il vise également à développer une expertise nationale capable de promouvoir les meilleures pratiques professionnelles dans le secteur énergétique libyen.

« Cette coopération est l'une des premières initiatives de notre nouveau Centre de Développement Technique et Administratif », a déclaré le président de la société d'État, Masoud Suleiman, cité par Agenzie Nova. Pour sa part, PMI estime qu'il contribuera à améliorer les résultats des projets considérés comme centraux pour le développement économique de la Libye.

La signature de ces deux accords, interve-

nue en l'espace de 48 heures, traduit une volonté de modernisation sur deux fronts distincts. Le premier est technique, avec l'accord SLB qui vise à développer les gisements sous-exploités et à transférer des technologies de forage. Le second est humain, avec l'accord PMI qui entend former les cadres libyens et améliorer la gestion des grands projets d'investissement.

Des initiatives qui s'inscrivent dans une dynamique plus large

La NOC a engagé plusieurs chantiers simultanément depuis le début de l'année. En février dernier, la Libye a lancé ses premiers appels d'offres d'exploration pétrolière en 17 ans, comme relayé par Al Jazeera. Plusieurs compagnies internationales ont répondu présentes, dans un contexte de hausse des prix liée à la fermeture du détroit d'Ormuz.

En avril, le pays a approuvé son premier budget unifié en 13 ans, allouant 12 milliards de dinars (environ 1,9 milliard de dollars) à l'entreprise publique.

Ces initiatives s'accompagnent de résultats notables sur le plan de la production. En mai, la NOC a enregistré ses revenus men-

suels les plus élevés en dix ans, avec environ 4 milliards de dollars. En termes de production, la Libye atteignait 1,43 million de barils par jour en avril, soit son plus haut niveau depuis une décennie, rappelle The National.

Des ambitions qui se heurtent à des contraintes

Malgré ces avancées, des obstacles persistent. En janvier, Suleiman avait publiquement reconnu que la compagnie pétrolière publique n'avait reçu aucun budget opérationnel approuvé durant toute l'année 2025. Dans ce contexte, elle peine toujours à honorer ses engagements envers ses fournisseurs de services, selon le Middle East Institute.

Malgré cet environnement encore fragile, la NOC cherche à construire les compétences humaines et les partenariats techniques nécessaires pour satisfaire ses ambitions. L'objectif affiché reste d'atteindre 2 millions de barils par jour d'ici 2030, contre 1,43 million actuellement. La compagnie vise également 1,6 million de barils par jour d'ici la fin de l'année comme étape intermédiaire.

R. I.

PLUS DE 20 MILLIARDS DE DINARS EN CINQ MOIS

Les exportations tunisiennes vers l'UE en hausse

Elles représentent 71,5% du total des exportations, les exportations tunisiennes vers l'Union européenne durant les cinq premiers mois de l'année 2026, (71,5% du total des exportations) ont atteint la valeur de 20131,8 MD contre 18866,6 MD durant la même période en 2025,

selon les données publiées ce vendredi par l'INS. Les exportations sont en hausse avec la France (+6,7%) et avec l'Italie (+3,5%). En revanche, elles ont baissé avec certains partenaires européens, dont l'Allemagne (-1,3%) et les Pays Bas (-11,3%). En ce qui concerne les importations

avec l'Union européenne (44,2% du total des importations), elles ont atteint la valeur de 17045,7 MD contre 15466,3 MD durant les cinq premiers mois de l'année 2025. Les importations ont augmenté avec la France (+17,3%) et avec l'Italie (+10,7%). En revanche, elles ont baissé avec la Bel-

gique (-2%) et avec l'Espagne (-3%). Hors Union européenne, les importations ont augmenté avec la Turquie (+6,2%) et avec l'Inde (+23,6%). En revanche, elles ont enregistré une diminution avec la Russie (-40,1%) et avec la Chine (-1,9%).

R. I.

EGYPTE

Coca-Cola HBC projette d'investir plus de 1 milliard \$ d'ici 2030

L'Égypte s'impose comme le troisième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria et l'Éthiopie et la troisième économie du continent après le Nigeria et l'Afrique du Sud. Ces atouts en font un marché stratégique pour les multinationales opérant dans l'agroalimentaire, comme Coca-Cola. Coca-Cola Hellenic Bottling Company (HBC), un des principaux embouteilleurs de la multinationale américaine The Coca-Cola Company dans le monde, prévoit d'investir 1,28 milliard \$ en Égypte entre 2026 et 2030. C'est ce qu'a révélé Zoran Bogdanovic, PDG de l'entreprise, lors de l'inauguration d'une nouvelle ligne de fabrication de boissons dans son usine basée à Alexandrie le 7 juin dernier. Selon le responsable, ce nouveau projet d'investissement quinquennal s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de renforcement des capacités de production et de consolidation de ses positions sur l'un de ses marchés clés en Afrique. Implanté en Égypte depuis 1994, Coca-Cola HBC exploite aujourd'hui cinq usines de fabrication de boissons respectivement situées dans les villes d'Alexandrie, Tanta City, Sadat City,

Qalioub City et Assiout City. L'entreprise se positionne de fait comme l'une des principales sociétés de fabrication et de distribution de boissons dans le pays, avec ses marques phares parmi lesquelles figurent « Coca-Cola », « Sprite », « Fanta » ou encore « Schweppes ». « En 2024 seulement, les activités de Coca-Cola en Égypte ont généré près d'un milliard \$ de valeur ajoutée pour l'économie nationale, employé directement 4 900 personnes et soutenu environ 64 000 emplois à travers sa chaîne de valeur », a déclaré pour sa part Adnan Topcic, directeur général de Coca-Cola Hellenic Égypte, filiale locale de Coca-Cola HBC, illustrant le poids économique de l'entreprise.

Une stratégie d'expansion du système Coca-Cola sur les grands marchés africains

Au-delà de l'Égypte, le système Coca-Cola accélère ses investissements dans les principales économies du continent en l'occurrence le Nigeria et l'Afrique du Sud. En Afrique du Sud, The Coca-Cola Company a annoncé en mars dernier un plan

d'investissement de 17,6 milliards de rands (environ 1,06 milliard \$) sur la période 2026-2030 avec pour objectif de renforcer les capacités de production, optimiser la distribution et soutenir l'innovation sur l'ensemble de la chaîne de valeur du système Coca-Cola dans le pays. Cette annonce intervient dans la continuité d'un programme d'investissement similaire au Nigeria, dévoilé en 2024 par l'entreprise, pour un montant également estimé à 1 milliard de \$ sur cinq ans.

Ces investissements s'inscrivent aussi dans un contexte plus large de restructuration du système d'embouteillage de Coca-Cola sur le continent. Depuis 2025, Coca-Cola HBC a engagé une opération stratégique visant l'acquisition de Coca-Cola Beverages Africa (CCBA), principal embouteilleur du groupe en Afrique et présent sur une quinzaine de marchés, dont l'Afrique du Sud. Dans le cadre de cette transaction, Coca-Cola HBC s'attend à prendre le contrôle de CCBA au second semestre 2026 et renforcer ainsi sa position dans l'écosystème Coca-Cola en Afrique.

Synthèse R. I.

GHANA

Le pays prépare la construction d'un nouveau port de pêche à Shama

En Afrique de l'Ouest, le Ghana figure parmi les principaux pôles de pêche aux côtés du Nigeria, de la Mauritanie, du Sénégal ou encore de la Guinée. Dans le pays, où le secteur est dominé par la pêche artisanale, le gouvernement poursuit ses efforts de modernisation avec un nouveau projet d'infrastructure.

Au Ghana, le district de Shama, dans la région Occidentale, a été choisi pour abriter un port de pêche moderne. C'est ce qu'a révélé Emeilia Arthur, ministre de la Pêche et de l'Aquaculture le mercredi 10 juin qui précise que les préparatifs du projet sont à un stade avancé. Selon la responsable, ce projet devrait améliorer les opérations de débarquement et de manutention du poisson, créer des emplois et stimuler la croissance économique locale. « Nous sommes déterminés à développer les possibilités d'emploi dans le secteur de la pêche et à améliorer les conditions de vie dans les communautés côtières », a déclaré Mme Arthur. Pour l'heure, les détails concernant le coût

du projet et le calendrier de réalisation ne sont pas encore connus. Quoi qu'il en soit, le futur port de pêche de Shama permettra de renforcer le poids de la région Occidentale comme l'un des principaux pôles de pêche du pays. D'après la Commission des Pêches du Ghana, cette région concentre déjà 33 % des sites de débarquement de poissons et 25 % des infrastructures portuaires halieutiques du pays.

Un enjeu crucial dans la promotion de la gestion durable des pêcheries

Le projet de port de pêche de Shama intervient alors que le Ghana fait face à un déclin de ses captures de poissons depuis

plusieurs années. L'ex-Gold Coast peine en effet à retrouver son pic de capture de poissons de 496 770 tonnes réalisé en 1999. Selon les données compilées par la FAO, les prises de poissons réalisées dans le pays ont globalement reculé de 22,6 %, tombant à 384 370 tonnes en 2023. Parmi les principales raisons évoquées par les acteurs du secteur pour expliquer ce déclin figure d'abord la surpêche, liée à une forte augmentation du nombre de bateaux artisanaux, semi-industriels et industriels au cours des dernières années. À cela s'ajoute la persistance de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), ainsi que le changement climatique qui perturbe les écosystèmes marins, en modifiant les migrations des pois-

AVEC BOUNDIALIMOZAMBIQUE

La Côte d'Ivoire attend une nouvelle mine d'or d'ici 2028

La Côte d'Ivoire ambitionne de porter sa production d'or à 100 tonnes par an au cours de la prochaine décennie. Cette perspective s'appuie sur la montée en puissance des investissements dans la filière, avec plusieurs projets majeurs en développement, dont Koné, Assafou et Doropo. Avec son projet Boundiali, la compagnie minière australienne Au-

rum Resources veut mettre en production une nouvelle mine d'or en Côte d'Ivoire d'ici 2028. Elle a en fait l'annonce jeudi 11 juin à l'occasion de la publication de l'étude de pré-faisabilité (PFS) de cet actif, qui devrait produire au total 1,5 million d'onces sur une durée de vie de 11 ans. Le plan minier repose sur un prix consensuel de l'or de 4 076 USD l'once et prévoit un investisse-

ment initial de 342 millions USD pour la construction. Selon les estimations, le projet affiche une valeur actuelle nette (VAN) après impôt de 1,5 milliard USD et un taux de rendement interne (TRI) de 119 %. La production annuelle moyenne est attendue à 185 000 onces au cours des cinq premières années d'exploitation. Après la PFS, la société vise désormais la publication d'une étude

de faisabilité définitive (DFS) d'ici fin 2026. Cette étape sera déterminante pour confirmer les paramètres techniques et économiques définitifs du projet en vue d'une décision finale d'investissement. L'objectif reste d'engager les travaux de construction à temps conformément au calendrier de mise en œuvre retenu. Agence

TANZANIE

Dar Essaem veut stimuler la production d'huiles comestibles avec des réformes fiscales

La Tanzanie est le deuxième importateur d'huiles comestibles en Afrique de l'Est après le Kenya. Le gouvernement qui cherche à réduire la dépendance aux importations, renforce son appui à l'industrie locale à travers une révision de la fiscalité applicable aux produits importés et locaux. En Tanzanie, le gouvernement poursuit ses efforts pour créer un cadre favorable au développement d'une industrie d'huiles comestibles compétitive. Dans le cadre de l'exercice 2026/2027, Dodoma a décidé de mettre en application une série de réformes visant, d'une part, à encourager la production locale et, d'autre part, à protéger le marché de la concurrence extérieure.

Mesures d'incitation fiscale

La principale mesure annoncée consiste en l'exemption de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les huiles comestibles produites à partir de graines oléagineuses cultivées localement. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette disposition annoncée le jeudi 11 juin par Khamis Mussa Omar, ministre des Finances, devant le

parlement, vise à réduire les coûts de production pour les industriels tout en renforçant la demande et la consommation locale de ces matières premières dont la production ne cesse de croître. Les données compilées par le ministère de l'Agriculture montrent, par exemple, que la récolte d'oléagineux en Tanzanie a augmenté de près de 34 % en l'espace de cinq ans, passant de 1,63 million de tonnes durant la campagne 2019/2020 à 2,18 millions de tonnes en 2023/2024. Les principales cultures oléagineuses cultivées dans le pays sont le tournesol et l'arachide, qui comptaient respectivement pour près de 56 % et 28 % des récoltes en 2023/2024. Parmi les autres cultures oléagineuses figurent le sésame, la noix de coco et la noix de palme.

Mesures de protection commerciale

Sur le plan commercial, les autorités ont introduit un droit de douane de 10 % sur toutes les huiles comestibles brutes importées, y compris l'huile de palme brute, qui bénéficiait jusque-là d'une exonération. « Cette mesure vise à éliminer le problème de fausse déclaration ou de mau-

vaise classification pratiqué par certains commerçants peu scrupuleux qui profitent des réductions existantes sur l'huile de palme brute pour importer de l'huile de palme semi-raffinée », explique M. Omar dans des propos relayés par le quotidien local The Daily News. Il est également prévu que les huiles comestibles raffinées importées restent quant à elles fortement taxées, avec un droit de douane fixé à 35 % ou 300 dollars la tonne. Une mesure qui traduit la volonté de Dodoma de protéger les unités locales de raffinage et d'encourager la transformation sur le territoire national plutôt que l'importation de produits finis. À travers cette série de réformes, les autorités tanzaniennes cherchent à structurer une industrie des huiles comestibles plus autonome et plus compétitive, en facilitant l'accès aux matières premières et en allégeant certaines charges fiscales pour les industriels. Ces mesures devraient également favoriser de nouveaux investissements dans les capacités de transformation et de raffinage au cours des prochaines années. Agence

CÔTE D'IVOIRE

Le champ pétrolier Baobab reprend sa production après 17 mois d'arrêt

Découvert il y a plus de vingt ans, le champ pétrolier Baobab est l'un des actifs offshore les plus anciens de la Côte d'Ivoire. Sa remise en production marque une étape importante pour son opérateur américain.

Le champ pétrolier Baobab est de nouveau en activité au large de la Côte d'Ivoire. La compagnie américaine Vaalco Energy a annoncé mardi 9 juin, la reprise des opérations de production pétrolières sur ce champ, situé dans le bloc offshore CI-40, après 17 mois d'interruption liée à la réhabilitation de son installation de production flottante (FPSO).

L'arrêt avait été décidé en janvier 2025 pour permettre une réfection complète du FPSO Baobab Ivoirien dans les chantiers navals de Dubaï. Après neuf mois de travaux, le navire est rentré en Côte d'Ivoire début avril et a été réamarré sur son emplacement d'origine. Les équipes ont ensuite procédé à la reconnexion des infrastructures sous-marines, avant le redémarrage progressif de la production dont le débit actuel n'a pas encore été communiqué.

Concrètement, Vaalco indique que quatre puits producteurs ont déjà repris leurs activités. Toujours selon la compagnie, trois autres doivent suivre prochainement. « Le champ performe conformément à nos attentes », a déclaré George Maxwell, directeur général de l'entreprise américaine.

La remise à niveau du FPSO poursuivait un double objectif à savoir prolonger la durée de vie du navire et préparer le terrain pour un programme de forage d'envergure prévu au second semestre 2026. Ce programme de phase 5 prévoit le forage de nouveaux puits et des travaux de maintenance sur les puits existants, dans le but d'augmenter significativement la production du champ. La licence du bloc CI-40 court jusqu'en 2038.

Une position construite en deux ans

Vaalco n'était pas présente en Côte d'Ivoire il y a deux ans. C'est en avril 2024 que la compagnie a acquis une participation de 27,4 % dans le bloc CI-40, en rachetant les actifs de la société Svenska, précise la page opérationnelle de la société. Cette acquisition lui a donné accès au champ Baobab et à la découverte Kossipo. Découvert en 2001, le champ Baobab recèle des réserves estimées à 700 millions de barils, dont 200 millions récupérables, d'après les données d'Offshore Technology. Sa production nette pour Vaalco s'établissait à environ 2891 barils équivalents pétrole par jour au premier trimestre 2025, avant l'arrêt du FPSO, relève les résultats trimestriels du groupe publiés en mai 2025.

R I.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, porté par SpaceX et l'espoir d'un accord au M-O

La Bourse de New York a fini en légère hausse vendredi après l'introduction historique de SpaceX, alors que l'Iran et les Etats-Unis semblaient se rapprocher pour mettre fin à leur conflit.

L'indice Dow Jones a gagné 0,70%, ou 353,51 points, à 51.202,26 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 37,16 points, soit 0,50% à 7.431,46 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 79,18 points, soit 0,31% à 25.888,844 points. Les Etats-Unis et l'Iran ont déclaré vendredi être proches d'un accord pour mettre fin à leur conflit entamé le 28 février, un haut responsable américain avançant qu'un texte satisfaisant les deux parties avait été rédigé. Les plus hautes institutions ira-

niennes se réunissaient pour discuter du projet d'accord, selon le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères. Les marchés observaient de près l'introduction en bourse de SpaceX qui a grimpé de 20%, faisant de l'entreprise d'Elon Musk une des plus grosses capitalisations boursières aux Etats-Unis. Le titre évoluait entre des hausses de 15% à 30% pour finalement atteindre à la clôture 161 dollars, en hausse de 20% par rapport à un prix d'introduction fixé jeudi soir à 135 dollars. Les actions des sociétés du secteur

spatial ont reculé vendredi. Rocket a perdu 10,8% et Intuitive Machines 13,1% alors que Planet Labs cédaient 8,8%. Mike Dickson, responsable de la recherche et des stratégies quantitatives chez Horizon Investments à Charlotte, en Caroline du Nord, s'est dit surpris par le manque de volatilité observé jusqu'à présent chez SpaceX, compte tenu de l'engouement suscité par son introduction en bourse. "On pourrait assister à une légère hausse tout au long de la journée, car il n'y a pas de vendeurs et cela pourrait attirer quelques acheteurs supplémentaires." Les progrès dans les négociations au Moyen-Orient ont contribué à redonner confiance, a déclaré Jake Dolla-

rhide, directeur général de Longbow Asset Management, à Tulsa, dans l'Oklahoma. "Il y a toujours un espoir de paix. Trump a annulé les attaques (...) Les parties tierces confirment qu'un accord de paix arrive." Cela met de la pression sur les prix du pétrole et réduit les inquiétudes quant à une hausse de l'inflation et des taux d'intérêts, ajoute-t-il. Les investisseurs seront aussi attentifs à la prochaine réunion monétaire de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine qui sera la première présidée par son nouveau président, Kevin Warsh. Tesla, autre propriété d'Elon Musk, avançait de 1,8%.

R I/Agence

L'Europe finit en nette hausse, l'espoir d'un accord de paix prévaut

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, portées par l'espoir d'un accord de paix imminent au Moyen-Orient, malgré une nouvelle série de déclarations contradictoires entre Washington et Téhéran sur les éléments des négociations. À Paris, le CAC 40 a gagné 1,83% à 8.350,87 points. À Francfort, le Dax a pris 1,66% et à Londres, le FTSE 100 a progressé de 1,63%. L'indice EuroStoxx 50 a fini en hausse de 2,01%, le FTSEurofirst 300 a gagné 1,88% et le Stoxx 600 a avancé de 1,80%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 1,62% et le CAC 40 1,61%. Les places boursières européennes ont conservé leur optimisme tout au long d'une séance malgré un flux d'informations plutôt chaotique concernant la possibilité d'un accord de paix entre l'Iran et les Etats-Unis dans les prochaines heures. Après avoir annoncé jeudi soir un accord "excellent" susceptible de permettre la réouverture tant attendue du détroit d'Ormuz, le président américain Donald Trump a refroidi vendredi les espoirs en accusant le régime iranien d'avoir falsifié les termes du compromis, dont les grandes lignes ont été divulguées par Téhéran via les médias d'Etat iraniens. "On ne sait jamais quels seront les détails définitifs. On ne sait jamais quelle partie détient toute l'information. C'est ce qui préoccupe vraiment les marchés : ne pas savoir qui croire", a déclaré Chris Zaccarelli, directeur des investissements chez Northlight Asset Management. Au-delà de légères différences, les modalités de l'accord qui reste à finaliser ont été

confirmées à Reuters par des sources occidentales, pakistanaises et iraniennes, qui observent qu'elles satisfont la majorité des revendications avancées par Téhéran il y a deux mois lors des négociations sous l'égide du Pakistan. La partie américaine s'en trouverait lésée, ajoute-t-on, Donald Trump n'obtenant "au mieux" que la réouverture du détroit d'Ormuz. Le retour à la normale sur cette voie cruciale pour le transport mondial d'hydrocarbures, fermée depuis le début du conflit fin février, serait toutefois une bonne nouvelle pour les perspectives d'inflation, qui ont grimpé en flèche ces derniers mois et ont conduit la Banque centrale européenne (BCE) à relever jeudi ses taux d'intérêt pour la première fois depuis près de trois ans. La semaine à venir s'annonce encore plus chargée en réunions des banques centrales, avec à l'ordre du jour la Banque du Japon (BoJ), la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque d'Angleterre (BoE). Aux Etats-Unis, tous les regards seront tournés vers le nouveau patron de la Fed, Kevin Warsh, qui présidera sa première réunion à un moment particulièrement délicat. "(Il) risque d'être assailli de questions sur le souhait de baisses de taux de Donald Trump durant la conférence de presse. On peut d'ailleurs se demander combien de temps la bonne entente entre Warsh et Trump durera, étant donné qu'il paraît peu probable que la Fed puisse baisser les taux dans les prochains mois", écrit dans une note Bastien Drut, analyste chez CPRAM.

Synthèse R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Juin 2026
Valeur : 15 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.3221	133.3371
1	EUR EURO	153.9470	153.9910
1	GBP POUND STERLING	178.3812	178.4490
100	JPY JAPANESE YEN	83.0564	83.0864
1	CNY CHINESE YUAN	19.6704	19.6735
1	CHF SWISS FRANC	166.7568	166.8382
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.4687	95.5000
1	DKK DANISH KRONE	20.5900	20.5977
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0035	14.0095
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.0426	14.0644
1	AED UAE DIRHAM	36.2999	36.3059
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5156	35.5234
1	KWD KUWAITI DINAR	433.8500	434.0400
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2173	45.6717
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4015	14.4031
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8688	20.9758
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3314	3.3418
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.8848	181.8848

PORTÉE PAR LES ESPOIRS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT

La Bourse de Paris prend 1,83%

La Bourse de Paris a clôturé vendredi en belle hausse, portée par un nouvel espoir d'accord au Moyen-Orient, la baisse des prix du pétrole et la folie SpaceX à New York. L'indice vedette CAC 40 a progressé de 150,07 points (+1,83%), à 8.350 points. La veille, le panier des 40 plus grandes valeurs boursières françaises avait déjà pris 0,48%, à 8.200,80 points. A l'indice élargi SBF 120, la cote a été tirée par la forte progression d'Eramet (+11,01% à 55,15 euros), après un article du Financial Times indiquant que le fond Orion Critical

Mineral Consortium envisage de prendre une part du capital du groupe minier français. Air France-KLM a réalisé la meilleure performance du jour (+8,36%), signe d'un espoir d'un retour à la normale au Moyen-Orient et d'un retour durable des prix du pétrole à leur niveau d'avant la guerre. Les investisseurs semblent avoir également bien accueilli les propos du directeur général du groupe, Benjamin Smith, sur une prise de participation dans la compagnie aérienne scandinave SAS et un rapprochement avec la portugaise TAP. Les valeurs technologiques se sont de nou-

veau bien portées, alors que les investisseurs du monde entier avaient les yeux tournés vers l'entrée en Bourse de SpaceX à New York. A la fermeture des marchés européens, la cotation de SpaceX a commencé à Wall Street, gagnant très vite plus de 30% à plus de 175 dollars. Les deux fabricants de semi-conducteurs Soitec (+6,80% à 137,535 euros) et STMicroelectronics (+4,47% à 67,50 euros) ont continué de bénéficier de l'enthousiasme des particuliers ou des gestionnaires de portefeuille pour toutes les valeurs liées à l'intelligence artificielle, des puces aux centres de données.

Les bancaires profitent de la hausse de taux de la BCE

Au CAC 40, deux banques, la Société Générale (+6,15% à 73,4 euros) et BNP Paribas (+5,17% à 96,69 euros) ont réalisé deux des trois meilleures performances du jour. Les banques européennes profitent de la hausse des taux de la Banque centrale européenne (BCE), favorable à leurs marges. La BCE a relevé ses taux jeudi face à l'inflation en zone euro induite par la hausse des prix de l'énergie. En revanche, la décision de la BCE n'a pas eu d'incidence sur le marché obligataire des

taux d'emprunts des Etats. Le rendement des bons français à dix ans a fortement reculé à 3,74%, contre 3,80% la veille. L'espoir d'un accord au Moyen-Orient a alimenté la bonne humeur du marché, surtout en fin de séance quand l'Iran a confirmé qu'un accord était "proche". La perspective d'un retour à la normale dans le détroit d'Ormuz a accéléré la chute des cours du pétrole en fin de journée. Vers 17H00 GMT, le Brent de la mer du nord s'échangeait à 87,31 dollars le baril (-3,40% par rapport à la veille). Le WTI américain suivait la même tendance (84.81 dollars, -3.31%).

UNION EUROPÉENNE

Bruxelles élargit son soutien aux entreprises en croissance

Le Conseil européen et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur plusieurs nouvelles lois dans le cadre du paquet de réformes Omnibus IV, visant à simplifier les procédures administratives, à promouvoir la croissance des entreprises et à accélérer la transformation numérique dans toute l'Union européenne (UE).

L'accord porte sur deux axes principaux : l'établissement d'un cadre juridique pour les petites et moyennes entreprises (PME) et l'élargissement de l'application des réglementations numériques dans la gestion du marché unique de l'UE. S'exprimant après la conclusion d'un accord en sa qualité de présidente tournante du Conseil de l'Union européenne (UE), la vice-ministre des Affaires européennes de la République de Chypre, Marilena Raouna, a déclaré qu'il s'agissait d'une étape concrète dans les efforts visant à renforcer la compétitivité de l'Europe. D'après Raouna, les nouvelles mesures continuent de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), mais s'étendent également aux entreprises en phase de croissance et d'expansion. On s'attend à ce que cela crée un environnement plus favorable à l'innova-

tion, à la création d'emplois et à la réduction des coûts d'exploitation pour les entreprises. L'un des aspects notables de cet accord est la promotion du principe de « la norme numérique » dans l'application de la loi et la gestion administrative. De ce fait, de nombreux règlements actuellement rédigés sur support papier seront convertis au format électronique. Le nouveau cadre juridique devrait permettre la numérisation de documents tels que les déclarations de conformité de l'UE, les processus d'échange d'informations entre les organismes de réglementation des États membres et les entreprises, ainsi que l'élargissement de la possibilité de fournir des manuels d'utilisation de produits au format numérique au lieu de documents imprimés. Toutefois, l'UE exige toujours des informations écrites dans les cas directement liés à la sécurité des consommateurs ou

présentant un risque grave pour la santé et les droits des utilisateurs.

Outre la transformation numérique, l'accord étend également le champ d'application du soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), un groupe considéré comme jouant un rôle crucial dans l'économie européenne. Selon les chiffres de l'UE, les entreprises de ce groupe créent actuellement environ 6% du total des emplois dans le bloc et sont concentrées dans de nombreux secteurs stratégiques tels que l'électronique, l'aérospatiale, la défense, l'énergie, les industries à forte intensité énergétique et la santé. Il convient de noter que les législateurs ont ajusté les critères de définition des SMC pour qu'ils soient plus larges que la proposition initiale de la Commission européenne (CE).

R I.

FRANCE

Paris va lancer un appel d'offres géant pour 10 gigawatts d'éolien en mer

Le cahier des charges du prochain appel d'offres pour l'éolien en mer sera publié vendredi par la Commission de régulation de l'énergie. Il prévoit près de 10 gigawatts de capacités nouvelles réparties sur les façades maritimes françaises. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) publiera vendredi le cahier des charges du prochain appel d'offres pour l'éolien en mer, qui vise à accroître les capacités de production de la France à horizon 2035 et assurer sa souveraineté énergétique. Cet appel d'offres, dit "AO10", "marque véritablement un changement d'échelle", a indiqué jeudi le ministère chargé de

l'Énergie. "C'est l'un des plus importants programmes de développement de l'éolien en mer jamais engagé en Europe, avec une ambition claire: bâtir une énergie abondante, décarbonnée, et souveraine". Il représente près de 10 gigawatts (GW) de capacités nouvelles réparties sur l'ensemble des façades maritimes: Fécamp-Grand-Large, Bretagne-Nord-Ouest, Bretagne-Sud, Oléron, Narbonnaise Sud Hérault, Golfe du Lion Centre et Golfe de Fos. La moitié concerne l'éolien posé, dont les mâts sont fixés sur le fond marin, et l'autre moitié le flottant, qui permet de s'éloigner des côtes.

L'objectif est d'atteindre 15 GW de puissance installée à horizon 2035, comme prévu par la feuille de route énergétique de la France (PPE3) publiée en février. Elle vise à réduire la part du pétrole et du gaz dans la consommation finale d'énergie en France, au profit des énergies décarbonnées, au premier rang desquelles l'électricité. À horizon 2050, elle prévoit 45 GW de capacités installées, contre 2 GW actuellement. "Face aux tensions géopolitiques qui ont rappelé à tous l'importance de maîtriser notre approvisionnement énergétique et face à l'impératif de réindustrialisation du pays, on doit accélérer",

ajoute le ministère. La publication de l'AO10, quelques semaines après le lancement par le gouvernement de son plan d'électrification, ouvre la voie à la poursuite du développement de la filière, qui a marqué le pas en 2025. L'appel d'offres se fait avec un prix moyen pondéré de 100 euros du mégawatt-heure (MWh) d'électricité sur une durée de 25 ans. Pour maintenir ces tarifs, il est prévu de favoriser les projets en extension de champs existants pour limiter les coûts de raccordement au réseau de transport d'électricité.

Agence

MEXIQUE

Mexico annonce le début de négociations pour la révision de l'ACEUM

Le Mexique et les États-Unis ont entamé mercredi à Mexico les négociations formelles de l'Accord de libre-échange nord-américain (ACEUM), qui se déroulent sous la pression de menaces de droits de douane du gouvernement de Donald Trump. Le ministère mexicain de l'Économie a indiqué dans un communiqué qu'il s'agissait d'un premier cycle formel de négociations en préparation de la révision conjointe de l'accord, auquel participe également le Canada. L'ACEUM doit être réexaminé tous les six ans. Cet accord de libre-échange est vital pour l'économie mexicaine, les États-Unis étant son principal partenaire

commercial et la destination de plus de 80% de ses exportations. Le premier round de négociations se poursuivra jusqu'à vendredi. «Les parties ont défini les prochaines étapes pour approfondir les discussions, en vue d'identifier des résultats concrets au bénéfice de la région», ajoute le communiqué. «Le Mexique et les États-Unis ont réaffirmé leur engagement à continuer de renforcer la coopération bilatérale en faveur d'une Amérique du Nord plus intégrée, plus dynamique et plus robuste», dit encore le ministère. D'autres séances de négociations auront lieu en juin et en juillet, à Washington et à Mexico, respectivement. La révision prévue cette année de

l'ACEUM n'est pas une expiration de l'accord. Il s'agit d'un point de contrôle politique obligatoire prévu à l'article 34.7 du traité. Si aucun consensus n'est trouvé, l'accord reste pleinement en vigueur — avec ses tarifs préférentiels et ses règles d'origine — et des revues annuelles s'enclenchent jusqu'en 2035. L'expiration automatique ne peut survenir qu'au 1er juillet 2036. Le vrai levier de pression demeure ailleurs: n'importe lequel des trois pays peut se retirer unilatéralement, à tout moment, avec un simple préavis écrit de six mois — sans justification ni pénalité.

R I.

**ECONOMIE MONDIALE
La Banque mondiale et l'OCDE revoient à la baisse leurs prévisions de croissance**

La Banque mondiale (BM) et l'OCDE ont revu à la baisse leurs prévisions économiques mondiales pour l'année 2026 selon leurs derniers rapports respectifs.

Les deux institutions mettent en garde contre un éventuel ralentissement marqué de la croissance mondiale en 2026. Selon la BM, la croissance globale est désormais projetée à 2,5% pour 2026 contre 2,9% en 2025, l'institution ayant abaissé ses perspectives pour près des deux niveaux des pays. De son côté l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) table sur un taux de croissance mondial de 2,8% en 2026 contre 3,4% en 2025, sous réserve que les perturbations sur le marché de l'énergie restent temporaires.

Les deux institutions évoquent un scénario pessimiste dans lequel la croissance pourrait se contracter jusqu'à -1,3% en cas de perturbations prolongées sur les marchés énergétiques.

Ces avertissements soulignent la fragilité de l'économie mondiale face à des risques cumulés : tensions géopolitiques, fragmentation des chaînes d'approvisionnement, inflation persistante et endettement élevé des États. Les organisations internationales appellent à une coordination renforcée des politiques économiques et à des réformes structurelles pour renforcer la résilience. Elles insistent particulièrement sur la nécessité d'investissements massifs dans la transition énergétique.

"Cet avertissement commun renforce le sentiment de prudence qui domine actuellement sur les marchés financiers internationaux. Les décideurs politiques du monde entier sont désormais confrontés à un environnement particulièrement complexe où les marges de manœuvre apparaissent limitées", estime la BM.

APS

**ALLEMAGNE
La Bundesbank rabote ses prévisions de croissance pour 2026 et 2027**

La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a de nouveau revu à la baisse vendredi ses prévisions de croissance pour l'Allemagne en 2026 et 2027, en raison de l'évolution des facteurs géopolitiques dans le Golfe et le Moyen-Orient.

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) allemand est attendue à 0,5% en 2026 et 0,8% en 2027, contre respectivement 0,6% et 1,3% auparavant et avant une accélération plus nette en 2028 à 1,4%.

Le gouvernement allemand avait déjà réduit en avril de moitié sa prévision de croissance pour 2026, de 1,0% à 0,5%. Outre l'énergie plus chère, les entreprises sont également affectées par des goulets d'étranglement croissants dans les chaînes d'approvisionnement et une demande plus faible.

L'incertitude élevée et la hausse des taux d'intérêt, telle que celle décidée jeudi par la BCE, vont freiner les investissements privés.

Des facteurs structurels freinent également la croissance, notamment le vieillissement de la population, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les charges pesant sur les salaires.

La Bundesbank estime ainsi que le potentiel de production n'augmentera que de 0,3 à 0,4% d'ici 2028, et ce même si les progrès rapides de l'intelligence artificielle entraînent des gains de productivité dans les entreprises.

APS

Les data centers d'Amazon ont nécessité près de 9,5 milliards de litres d'eau en 2025

Pour la première fois, Amazon dévoile sa consommation d'eau totale, et les chiffres, que l'entreprise s'empresse de relativiser, sont aussi impressionnants qu'effrayants. Ils illustrent surtout la soif insatiable de l'intelligence artificielle (IA).



Car, c'est désormais un fait connu, l'IA générative tourne grâce à des centres de calcul gigantesques qui chauffent énormément. Et pour éviter la surchauffe, ces installations ont besoin d'être refroidies. Aujourd'hui, l'eau reste l'une des solutions les plus efficaces face aux pics. Dans la logique, plus l'IA progresse, plus la demande en eau grimpe avec elle. C'est en partie pour cette raison que de plus en plus d'entreprises souhaitent envoyer les data centers en orbite. Mais pour l'instant, cette technologie n'est pas viable, et les supercalculateurs demeurent bel et bien sur Terre.

Dans le détail

Sur l'ensemble de son parc mondial, Amazon a puisé environ 2,5 milliards de gallons d'eau en 2025, soit près de 9,5 milliards de litres. Selon ses calculs, cela représente seulement 0,12 litre d'eau par kilowattheure consommé, contre une moyenne de 0,84 litre dans le reste du secteur. Le géant de l'e-commerce affirme ainsi être 7 fois plus efficace que la moyenne de l'industrie, et en amélioration par rapport aux 0,15 litre par kilowattheure enregistrés un an plus tôt. Environ 90 % du temps, ses data centers se refroidissent simplement grâce

à l'air extérieur, sans une goutte d'eau. Ce n'est que lorsque les températures dépassent près de 29 degrés Celsius que le système bascule vers le refroidissement par évaporation, plus gourmand en eau. Amazon assure en outre avoir relevé ses seuils de température de fonctionnement, ce qui aurait permis de réduire de moitié la consommation d'eau dans des installations comparables.

Et l'entreprise ne manque pas de rappeler que chaque année, les Américains utilisent 1 300 fois plus d'eau que l'ensemble de ses data centers pour arroser leur jardin.

Tous les géants du cloud sont touchés

Mais, comme le rappelle le média Quartz, les sites de colocation, ces data centers tiers où Amazon loue de la capacité de calcul et qui représentaient environ un cinquième de sa puissance totale en 2024, ne sont pas inclus dans le décompte. Pas plus que l'eau consommée en amont pour produire l'électricité qui alimente ses installations.

Bien entendu, Amazon n'est pas un cas isolé. Microsoft affichait pour sa part 0,27 litre par kilowattheure sur son dernier exercice, soit plus du double du ratio annoncé par sa rivale. Une chose est sûre : avec la montée en puissance continue de l'IA, cette consommation d'eau collective n'est pas près de diminuer.

LA GUERRE DES AGENTS

OpenAI opère une autre acquisition pour faire son retard sur Claude... Est-ce trop tard ?

OpenAI accélère. La firme vient d'annoncer le rachat d'Ona, une start-up qui fournit des environnements cloud pour les agents d'intelligence artificielle (IA). Une opération qui doit permettre à son outil Codex de gagner en autonomie, alors que la concurrence avec Claude s'intensifie. Depuis plusieurs années, Ona accompagne les développeurs vers des environnements cloud sécurisés et reproductibles, et compte désormais 2 millions de clients. Une expertise qu'OpenAI compte directement intégrer à Codex pour donner aux agents la possibilité de continuer à travailler même une fois l'ordinateur éteint, à l'intérieur du cloud de l'entreprise cliente. De quoi faire la différence ?

L'inarrêtable Claude

Car sur le terrain du code, Claude Code s'est imposé comme la référence, captant une large part des usages professionnels. Et le constat est encore plus net sur le terrain de l'IA agentic : avec Cowork,

Anthropic a pris une longueur d'avance en proposant un outil capable de gérer fichiers et tâches de façon autonome. Une dynamique qui se reflète aussi dans les chiffres. Anthropic enregistre désormais 30 milliards de dollars de revenus annualisés, contre 24 milliards pour sa rivale, une inversion de tendance qui aurait été impensable il y a encore deux ans. Consciente de celle-ci, l'entreprise de Sam Altman a entamé une vaste restructuration interne, en mettant notamment l'accent sur Codex. Avec une solution comme Ona, elle entend bien se démarquer et faire la différence. En effet, son modèle laisse à l'organisation le contrôle sur l'accès aux données, les identifiants utilisés et la traçabilité des actions. Concrètement, OpenAI se chargera simplement de fournir l'intelligence et l'orchestration.

Une importante campagne d'acquisitions

Cette acquisition n'est pas un cas isolé, OpenAI multipliant les



rachats depuis plusieurs mois : Software Applications, Torch, Promptfoo... Plutôt que de développer en interne, la firme préfère clairement absorber les briques technologiques qui lui manquent.

Car il y a urgence, alors qu'OpenAI et Anthropic ont toutes deux déposé leur dossier d'introduction en Bourse à quelques jours d'écart. Les deux entités se vouent une guerre ouverte sur la

puissance de calcul, les revenus et les abonnés. Reste à savoir si une acquisition supplémentaire suffira à rassurer les investisseurs qui regardent déjà, de très près, l'avance prise par Claude. À noter que l'opération reste pour l'instant soumise aux autorisations réglementaires habituelles. Les deux acteurs vont continuer de fonctionner de manière indépendante jusqu'à sa clôture, précise OpenAI.

Jeff Bezos lève 12 milliards pour fabriquer un "ingénieur général artificiel"



Jeff Bezos vient de boucler une levée de fonds de 12 milliards de dollars pour Prometheus, valorisant sa jeune pousse à 41 milliards de dollars. Avec cet « ingénieur général artificiel », le fondateur d'Amazon entend bien se placer à l'avant-garde de l'intelligence artificielle (IA). Mais sur un terrain bien différent de celui de ses concurrents.

L'année dernière le fondateur d'Amazon reprenait du service en tant que P.-D. G. d'une mystérieuse startup d'IA baptisée Prometheus, cofondée avec le physicien-chimiste Vik Bajaj, ancien de Google et cofondateur de Verily. À sa création, le projet avait déjà fait grand bruit avec une mise de départ de 6,2 milliards de dollars et une centaine de cerveaux débauchés chez OpenAI, Google DeepMind ou encore Meta.

Quelques mois plus tard, la jeune pousse change clairement de dimension : elle vient de finaliser un tour de table à hauteur de 12 milliards de dollars, et revendique désormais une valorisation de 41 milliards de dollars. Une somme qui en dit long sur les attentes placées dans cette IA pas comme les autres.

Une IA pour concevoir des objets ultra sophistiqués

En effet, avec Prometheus, Bezos souhaite appliquer les techniques qui ont permis de construire les chatbots au service de la conception et de la fabrication d'à peu près n'importe quelle technologie physique.

« Toute la richesse des sociétés est portée par l'invention. Il y a six mille ans, quelqu'un a inventé la charrue, et nous nous sommes tous enrichis. Puis, bien plus tard, quelqu'un a inventé la machine à vapeur, et nous nous sommes tous enrichis », étaye-t-il dans les lignes du New York Times. Selon lui, l'objectif de Prometheus est « d'offrir un ensemble d'outils qui accélère considérablement cette boucle de l'invention », un « ingénieur général artificiel ».

De son côté, Vik Bajaj prend l'exemple de la conception d'un moteur d'avion, qui peut prendre une décennie entière aux entreprises. « Une partie de notre objectif est de les armer d'outils qui leur permettent d'imaginer ces conceptions beaucoup plus rapidement », explique-t-il, avant de poursuivre : « On ne peut pas construire quelque chose comme un moteur d'avion avec des mots seuls, pas même les mots des équations mathématiques. Il s'agit de forces et de champs multidimensionnels et de la façon dont ils évoluent dans le temps ».

Une technologie qui servirait à Blue Origin

Mais ce n'est pas tout. Prometheus chercherait également à lever des dizaines de milliards de dollars supplémentaires, voire davantage, pour une société holding qui aurait pour mission de racheter directement des entreprises jugées capables de bénéficier des technologies développées par le laboratoire.

Et sans grande surprise, Jeff Bezos compte bien faire profiter ses propres sociétés des avancées de Prometheus. Il cite logiquement son géant spatial : « Blue Origin est un exemple parfait d'entreprise qui pourrait bénéficier des outils que Prometheus construit. Toute entreprise qui construit des dispositifs sophistiqués, comme des moteurs de fusée, profiterait grandement de ce type de technologie ». Un rapprochement qui n'a rien d'anodin puisque David Limp, le P.-D. G. de Blue Origin, siège également au conseil d'administration de Prometheus. Reste à voir si le pari sera effectivement gagnant.

Va-t-on tout droit vers une pénurie d'huile moteur et transmission ?

Certains médias et experts américains commencent à alerter sur le risque de pénurie d'huiles de synthèse, notamment pour les moteurs et transmissions. En telle situation, tous les véhicules seraient touchés : thermiques bien sûr, mais aussi hybrides et même électriques qui ont besoin d'huiles de transmission. L'embouteillage en détroit d'Ormuz et les attaques sur certaines raffineries du Moyen-Orient créent des tensions sur l'approvisionnement.

Si les huiles minérales basiques, produites notamment à partir de solvants, sont moins à risque, que dire des huiles de synthèse très évoluées que l'on met aujourd'hui dans les moteurs et transmissions aujourd'hui ? Ces huiles de groupe 3, produites exclusivement par vapocraquage à haute température (les molécules d'hydrocarbures sont « craquées » par de la vapeur d'eau à très haute pression) dans des raffineries spécialisées pourraient venir à manquer. En tout cas aux Etats-Unis, à en croire des experts cités par nos confrères de CNN. La cause ? Le détroit d'Ormuz bien sûr, mais aussi des attaques contre des sites stratégiques comme la raffinerie de Pearl (Shell) au Qatar, qui est un producteur majeur d'huiles de synthèse.

Des pénuries dès le mois de juin ?

« Nous allons connaître des pénuries, je n'en ai aucun doute. Les Etats-Unis devraient être à court d'huiles de grade 3 dès le mois de juin », a déclaré Holly Alfano, PDG de l'Association des fabricants indépendants de lubrifiants (ILMA), à nos confrères de CNN. Comme d'habitude

lorsqu'une tension apparaît sur les produits dérivés du pétrole, une concurrence survient rapidement. Plutôt que de raffiner notamment les naphthas pour produire ces huiles, les raffineurs et clients peuvent se rabattre sur des choses plus critiques et rentables comme le gazole (très demandé sur la planète, notamment dans la construction ou le maritime) et les huiles de grade inférieur.

Les Américains seraient alors tentés de se rabattre sur des producteurs alternatifs comme les raffineurs asiatiques. Mais les « raffineurs asiatiques qui ont accès au pétrole brut se concentrent sur la production d'un maximum de kérosène et de diesel afin de réaliser des marges bénéficiaires historiquement élevées », confirme CNN.

Des huiles moins fluides pour les moteurs ?

Si certaines marques se veulent rassurantes sur le niveau de stock d'huile encore disponible sur le marché, il n'empêche qu'une solution serait de se rabattre sur des huiles de grade 2, synthétiques aussi (et produites par vapocraquage) mais... moins fluides. Problème : la plu-



part des moteurs modernes requièrent des lubrifications particulièrement fluides : 0W18, 0W20, notamment sur les moteurs hybrides. Repasser sur des indices supérieurs, mais avec l'accord des constructeurs automobiles, et uniquement le temps que les tensions sur l'approvisionnement se calment. Il faudrait alors que les garagistes et concessionnaires aient la validation de la maison-mère d'opter pour des huiles moins

fluides sur certaines révisions.

Le retour à la normale n'est en tout cas pas pour demain. Même si le détroit d'Ormuz reprend son activité normale, il y aurait un autre problème de « fond » à régler : l'accumulation de crustacés sur les coques des navires englués dans le détroit depuis de nombreuses semaines. Le nettoyage des coques, essentiel avant qu'ils puissent reprendre la navigation, pourrait prendre une petite éternité.

BMW M CONCEPT NEUE KLASSE

La future BMW M3 électrique s'annonce très méchante !

À la veille de la 103ème édition des 24 Heures du Mans dans laquelle BMW est évidemment engagée en catégorie reine, le constructeur allemand dévoile un nouveau concept-car baptisé BMW M Concept Neue Klasse. Il s'agit d'un avant-goût assez clair de ce que sera la prochaine iM3, rien moins que la première BMW Motorsport 100% électrique de l'histoire.

BMW n'aura pas attendu la 103ème édition des 24 Heures du Mans pour que l'un de ses modèles sportifs, siglé Motorsport, cède aux sirènes de l'électrification. L'exubérant XM et plus récemment la M5, comptent déjà sur la fée électricité pour booster les performances de leur V8 4.4 biturbo.

Il n'empêche, c'est un modèle à la portée bien plus symbolique que la firme de Munich révèle ce vendredi 12 juin, à la veille de la plus belle course d'endurance du monde, dans laquelle il est d'ailleurs engagé en catégorie Hypercar. Car avec ce nouveau concept BMW M Neue Klasse, le constructeur allemand révèle ce que sera sa future M3 électrique. Laquelle devrait rester épaulée par une M3 thermique.

Un look très musclé pour la futur BMW M3 électrique

Comme les images savamment diffusées par BMW depuis des mois le laissent supposer, cette prochaine i3 "M" promet d'être méchante ! Ce que confirme largement le concept que vous découvrez aujourd'hui, auquel il ne manque pas grand-chose pour

qu'il soit homologable en série. Comprendre que beaucoup d'éléments montrés ici, qui composent une silhouette pour le moins bestiale, vont être conservés. A commencer par un sévère élargissement des voies et de la carrosserie ! Si la nouvelle i3 qui sert de base à cette version M possède des hanches déjà marquées, les épaulements de cette future iM3 paraissent encore plus spectaculaires.

Plus généralement, sur cette étude, aucune pièce de carrosserie ne semble commune avec la i3 d'origine. Capot avec prise d'air, boucliers dotés d'une nouvelle signature lumineuse aux extrémités, jantes de 21 pouces à moyeux fixex, portières plus anguleuses, coffre avec aileron ducktail, rétroviseurs en col de cygne, chaque élément s'avère pour le moins suggestif. Tout comme la signature lumineuse diurne jaune, censée rappeler les BMW de course et qui devrait rester l'apanage de tous les modèles Motorsport à l'avenir.

L'intérieur de la BMW M Concept Neue Klasse

L'habitacle n'est pas en reste avec un habillage tout spécifique à cette version sportive. L'aménagement intérieur demeure évidemment identique à l'i3 standard avec un grand écran central de quasiment 18 pouces installé en haut de la planche de bord ainsi que l'écran panoramique en pied de pare-brise. Mais les cuirs, Alcantara et tissus qui habillent cette cabine et les sièges baquets sont bien réservés à ce concept M Neue Klasse.



Des sièges qui ne sont d'ailleurs qu'au nombre de quatre et restent individuels à l'arrière afin que puisse être installé un arceau pour rigidifier l'ensemble de la caisse, sans que l'on sache si cette particularité sera conservée sur la version de série.

Elle reste néanmoins, faute de données chiffrées, un bon indicateur du degré de sportivité souhaité par BMW pour sa future iM3, dont on sait seulement qu'elle sera animée par quatre moteurs électriques alimentés par une batterie 800V de plus de 100 kWh de capacité. Cet attirail mécanique sera piloté par un ensemble de garde-fous électroniques tous rassemblés dans les programmes BMW M Dynamic Performance Control et BMW M eDrive. Un fonctionnement que nous avions commencé à détailler avec les premières vraies informations lâchées par BMW au début de l'année.

Performances encore inconnues pour la future BMW M3 électrique

Puissances en pic des moteurs et performances sont encore gardées secrètes, la firme de Munich se contentant de promettre une bonne autonomie grâce à son accumulateur XXL. Cela dit, avec une aéro et des pneus bien moins efficaces que l'i3 standard, cette future iM3 perdra quand même un bon paquet de kilomètres de rayon d'action au passage.

Reste à patienter pour découvrir la déclinaison en série de la première BMW Motorsport 100% électrique, ses performances et surtout ses prestations routières afin de savoir si elle fait, ou non, honneur à son

Mots fléchés

Impur pour les musulmans et les juifs Groupes d'étoiles		Héros créé par R-Goscinnny et A-Uderzo Réponse négative		Exploitations agricoles Entre amis		Peintre naturalisé suisse Moyen de locomotion pour Tarzan		Instrument destiné pour l'auscultation Prénom d'un personnage de M-Leblanc		Portion du gros intestin		Industries Lettre grecque	
Non noble										Cézigue			
Maladie d'ado										Laitue			
				Chef d'orchestre Épouse d'Osiris								Boisson chaude	
Veste large d'origine hongroise	Examen	Bagatelle Jettera						Impudent					
								Appellation Habitants d'une île italienne				Cassé Film de Marcel Pagnol (3 mots)	
Véhicule muni d'un compteur Plaisir outre-atlantique					Individu peu recommandable à Paname	Mot de passe Conte							Crochet de boucher
				Assaisonna					Nis d'espions			Fils d'Aphrodite	
Lutte anti-aérienne					Absous								
Saint-pierre					Laiteuse								
				Hideux Qui dépassent les normes					Paysans pauvres en Amérique Centrale				
Spontanées	Petit conservateur Charles Césaire, David, Alexandre aux cartes					Prénom biblique Varappes				Issue de Département picard			
									Courageux	Celui de la joie est l'hymne officiel de l'UE Prénom masculin			Tenteraient
Clown		Retirés Dégringolée						Région du bassin parisien				Dieu celte	
						Attouchements Écrase-merde							
Lac italien	Lettre grecque Lac des Pyrénées							Bourrique					
					Fiancée de Popeye Prénom masculin							Nom akkadien de Ur Elles sont bordées de maisons	
Tracassa								Crépuscule		Biaisa Pour un oubli en fin de lettre			
Contraire à la force	Brun c'est une atteinte de mildiou			Garçons d'écurie					Vierge			Lettre grecque	
				Lac italien Brome					Organisation religieuse Sodium				
Oiseau palmipède		Cuvette								Prénom de Connery			
								Grippe-sou				Connut	

13 morts et 518 blessés ces dernières 48 heures

Treize (13) personnes sont décédées et 518 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique, samedi, un bilan de la Protection civile.

"Durant la période du 11 au 13 juin courant, les unités de la Protection civile ont effectué 437 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant 13 morts sur place et 518 blessés", précise la même source.



LANCEMENT DE "LA CHAIRE EMIR ABDELKADER" À L'UNIVERSITÉ D'OXFORD

Aboutissement d'un projet cher au président de la République

Le lancement, vendredi à Londres, de "la Chaire Emir Abdelkader" à l'Université d'Oxford et l'inauguration d'une salle baptisée "Salle Alger", ont été salués par les principales personnalités présentes à la cérémonie, les considérant comme des acquis indéniables pour l'Algérie, tout en rendant un hommage particulier au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Les intervenants ont remercié le président de la République pour "l'intérêt, le soutien et l'appui qu'il n'a cessé de porter à ce projet jusqu'à sa concrétisation".

Le directeur du Centre des études islamiques, Dr Farhan Nizami, s'est dit "ravi" de la création de "la Chaire Emir Abdelkader", exprimant sa "reconnaissance au Président Abdelmadjid Tebboune pour son soutien, en adoptant le choix de confier au Centre le soin de perpétuer l'héritage humaniste du fondateur de l'Etat algérien moderne".

Le recteur de Djamaâ El-Djazair, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceïni et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, se sont félicités de l'aboutissement de ce projet "qui tenait à cœur au président de la République, en raison de l'importance de cette Chaire qui donne une voix à l'Algérie et ses chercheurs dans l'un des plus grands bastions de la connaissance".

D'autres témoignages de reconnaissance au président de la République ont été recueillis auprès de membres de la communauté académique algérienne qui ont exprimé "leur fierté de voir le nom de l'Emir Abdelkader attribué à une Chaire scientifique dans la prestigieuse université d'Oxford".

APS

PÉTROLE ET GAZ

L'Algérie retrouve son élan

Par Selma R.

Portée par la remontée progressive de sa production pétrolière et par le renforcement de ses exportations gazières vers l'Europe, l'Algérie confirme son retour en force sur les marchés énergétiques internationaux. En mai 2026, le pays a enregistré son plus haut niveau de production de pétrole depuis plus de trois ans tout en retrouvant sa place de premier fournisseur de gaz de l'Espagne. Avec une production de pétrole brut portée à 982 000 barils par jour (bpj) et des exportations gazières représentant plus de 42 % des approvisionnements espagnols, l'Algérie signe une double performance qui illustre la vitalité de son secteur énergétique et conforte son rôle stratégique dans l'approvisionnement des marchés méditerranéens et européens. L'Algérie confirme ainsi, mois après mois, son regain de dynamisme sur la scène énergétique internationale. Selon les dernières données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la production nationale de pétrole brut a atteint 982 000 barils par jour en mai 2026, soit une hausse de 1 000 barils par jour par rapport au mois précédent. Ce niveau constitue le volume le plus élevé enregistré depuis avril 2023, lorsque la production nationale avait dépassé le seuil de 1,01 million de barils par jour. Cette progression intervient dans un contexte marqué par une baisse globale de la production de l'alliance OPEP+, dont le volume est passé de 33,31 à 33,13 millions de barils par jour entre avril et mai. Alors que plusieurs producteurs ont vu leur production reculer, à l'image de l'Iran qui a enregistré la plus forte baisse au sein de l'alliance, l'Algérie poursuit sa trajectoire ascendante et se rapproche progressivement du seuil symbolique du million de barils par jour.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre

du calendrier de réintroduction progressive des volumes décidé par les pays de l'OPEP+. Membre actif de l'organisation, l'Algérie participe depuis plusieurs mois au processus de suppression graduelle des réductions volontaires de production mises en place afin de soutenir l'équilibre du marché pétrolier mondial. Les perspectives à court terme confirment cette dynamique. Les prévisions tablent sur une production de 989 000 barils par jour en juin, puis de 995 000 barils par jour en juillet 2026. Si cette tendance se maintient, le pays retrouvera dans les prochains mois des niveaux de production proches de ceux observés avant les réductions décidées par l'alliance pétrolière.

Cette embellie du secteur pétrolier s'accompagne d'une consolidation de la position algérienne sur le marché gazier européen. Les dernières statistiques publiées par « Attaqa.net » montrent que l'Algérie a retrouvé en mai 2026 son statut de premier fournisseur de gaz de l'Espagne, devant les États-Unis. Les exportations algériennes vers le marché espagnol ont atteint 13,37 térawattheures (TWh), soit 42,6 % de l'ensemble des approvisionnements gaziers du pays ibérique. Cette performance marque un net redressement après plusieurs mois de recul et contraste avec les volumes exportés à la même période de l'année précédente, qui ne dépassaient pas 8,14 TWh. Cette progression s'explique notamment par la forte contribution des livraisons acheminées via le gazoduc Medgaz, qui ont atteint 10,37 TWh, mais également par le retour des expéditions de gaz naturel liquéfié (GNL). Les cargaisons algériennes de GNL ont représenté 3,002 TWh en mai, renouant avec une dynamique plus soutenue après plusieurs interruptions observées au cours des derniers mois.

Le renforcement de la présence algé-

rienne intervient alors que le marché espagnol connaît une reprise de ses importations de gaz. Après avoir atteint leur plus faible niveau de l'année en avril, les achats espagnols ont progressé de 9,3 % pour atteindre 31,4 TWh en mai. Dans ce contexte, l'Algérie a repris l'avantage sur ses principaux concurrents. Les États-Unis, qui occupaient récemment la première place parmi les fournisseurs de l'Espagne, ont vu leurs exportations reculer fortement à 4,76 TWh, contre plus de 10 TWh le mois précédent. La Russie s'est, pour sa part, hissée au deuxième rang grâce à une forte augmentation de ses livraisons de GNL, totalisant 8,73 TWh. Ces résultats témoignent du renforcement du rôle stratégique de l'Algérie dans la sécurité énergétique européenne. Grâce à l'importance de ses réserves, à ses capacités de production, à ses infrastructures de transport par gazoduc et à ses installations de liquéfaction, le pays figure parmi les rares fournisseurs capables d'assurer simultanément des livraisons de gaz par canalisation et sous forme de GNL vers les marchés européens.

L'évolution parallèle des exportations gazières et de la production pétrolière illustre ainsi la solidité du secteur énergétique national. Elle intervient dans un contexte où l'Europe poursuit la diversification de ses sources d'approvisionnement, tandis que les marchés demeurent exposés aux incertitudes géopolitiques et aux fluctuations de la demande mondiale. Pour l'Algérie, cette double performance contribue à renforcer les recettes du secteur des hydrocarbures et consolide sa position d'acteur majeur de l'équilibre énergétique en Méditerranée, à un moment où les enjeux de sécurité d'approvisionnement occupent une place centrale dans les stratégies énergétiques européennes.

OIT

Adoption d'un traité pour protéger les travailleurs des plateformes numériques

Les membres de l'Organisation internationale du travail (OIT) ont adopté vendredi le tout premier traité international visant à protéger les travailleurs des plateformes, au cœur de l'économie numérique mondiale. Selon le texte adopté lors de la plénière de clôture de la conférence annuelle de l'agence onusienne, cette convention, en discussion depuis plusieurs années, s'appliquera à tous les travailleurs de l'économie des plateformes, "indépendamment de leur qualification au regard des statuts d'emploi". Le texte de la convention adoptée "dans son ensemble", demande aux Etats membres de prendre des me-

sures pour garantir aux travailleurs des plateformes numériques les droits fondamentaux au travail, notamment la "liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective", l'"élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire" ainsi que "l'abolition effective du travail des enfants". Les pays devront également garantir la santé et la sécurité au travail, ainsi que la protection contre la violence et le harcèlement.

Le traité prévoit en outre l'accès à la sécurité sociale et impose des garanties en matière de rémunération, notamment le versement intégral et en temps voulu des

salaires, le respect du salaire minimum lorsqu'il s'applique, la prise en charge de certains frais et la transparence des retenues. La convention doit entrer en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées. Par la suite, elle devra être appliquée dans chaque pays douze mois après l'enregistrement de leur ratification. Selon Lena Simet, chercheuse sur les questions de pauvreté et d'inégalité pour l'ONG Human Rights Watch, "les entreprises géant des plateformes numériques ont bâti un modèle économique qui contourne les protections du droit du travail et transfère des risques et des coûts

aux travailleurs". En classant les travailleurs de plateformes numériques comme prestataires indépendants, les entreprises parviennent, dans de nombreux pays, à se soustraire aux obligations relatives au salaire minimum, à la sécurité au travail et à la sécurité sociale, a indiqué dernièrement l'ONG dans un rapport. Parallèlement, elles exercent un "contrôle considérable" sur ces travailleurs par le biais d'algorithmes qui déterminent la rémunération, attribuent les tâches et peuvent mener à des suspensions, souvent sans transparence ni possibilité de recours effectif.

R E.